



PROMOTION *GÉNÉRAL GALLOIS*

2016 -2017

**L'Iran : entre stratégie régionale et
rayonnement international**

Ingénieur en Chef de 2nde classe des Etudes et
Techniques de l'Armement Vincent Loiseau

Sous la direction de :

M. Pascal Le Pautremat

Géopoliticien, docteur en histoire contemporaine,
diplômé de l'université de Nantes

Résumé

Si l'accord de Vienne laisse présager des changements profonds dans les relations interétatiques, les crispations qui ont accompagnées les relations avec les pays occidentaux mettront longtemps à se dissiper totalement.

Par ailleurs, le défi sécuritaire régional, sur fond de conflits en Syrie, en Irak et au Yémen, est plus prégnant que jamais.

C'est dans ce contexte que le pouvoir iranien doit savoir concilier sa propre préservation avec les aspirations de la population et avec le développement économique qui s'accompagnent d'une ouverture à l'influence culturelle occidentale.

Une nouvelle relation entre l'Iran et les pays occidentaux peut donc se développer sur la base d'une confiance mutuelle. C'est cette exigence qui doit conduire les prochaines élections présidentielles iraniennes de 2017.

Summary

While the Vienna agreement foresees deep changes in inter-State relations, the tensions which have accompanied relationships with Western countries will take a long time to dissipate completely.

Moreover, the regional security challenge, against the background of conflicts in Syria, Iraq and Yemen, is more significant than ever.

In this context, the Iranian government must know how to balance its own preservation against the aspirations of the Iranian people and with the Western Cultural influence associated with economic development.

A new relationship between Iran and Western countries can thus improve on the basis of mutual trust. This requirement must lead the upcoming Iranian presidential elections of 2017.

Remerciements

Je remercie, tout d'abord, Monsieur le Professeur Pascal Le Pautremat, mon directeur de mémoire, pour ses conseils toujours avisés, et pour le temps qu'il a consacré dans la supervision de mon travail et dans la rédaction de ce mémoire.

Un grand merci également au Lieutenant-Colonel Frédéric Campos, dernier attaché d'armement en poste à l'ambassade de France à Téhéran, pour les pistes de recherche et de réflexion supplémentaires qu'il a su m'adresser.

Je remercie, enfin, les personnels du CDEM pour leur précieuse aide bibliographique.

Avant-propos

Né en 1973, je n'ai que peu de souvenirs de la chute du Shah d'Iran et l'arrivée au pouvoir de l'Ayatollah Khomeini le 11 février 1979.

Je me souviens toutefois d'un ancien collègue et ami de mon père, revenu précipitamment d'Iran en France en 1979 avec sa femme (iranienne) et leur fils. Comme son ancien collègue, mon père travaillait alors comme vinificateur. Dans les années 1970, l'Iran constituait un marché prometteur dans le domaine du vin (viticulture et vinification) avec la présence de nombreux vignobles dans le nord du pays près de la frontière turque. Plus tard, lorsque je fus adolescent, mon père m'apprit que notre famille devait également s'installer en Iran pour participer au développement de ce secteur d'activité mais qu'il avait été freiné par mon jeune âge et par celui de mon frère.

Sur le plan personnel, ce mémoire est pour moi l'occasion de prendre connaissance de l'histoire et de la complexité d'un pays que j'ai failli connaître. Décédé le 25 février 2016, mon père aurait certainement apprécié que je m'intéresse à ce pays qui a marqué une partie de sa vie.

Sur le plan professionnel, mes postes successifs dans le domaine des armements terrestres m'ont conduit à piloter le développement de nouveaux systèmes d'armes dont certains sont employés sur les théâtres d'opérations au Moyen-Orient. À ce titre, étudier l'Iran revêt pour moi l'opportunité de compléter mon champ d'intérêt technico-militaire avec les conflits régionaux dont l'Iran est souvent le miroir.

Enfin, le Moyen-Orient constitue une région vers laquelle les yeux du monde se tournent et se tourneront encore en 2017 à travers notamment :

- les batailles décisives destinées à mettre fin à l'hégémonie de Daesh en Irak et en Syrie ;
- les élections présidentielles en Iran au printemps prochain.

« Nothing in Iran is as it seems; things are often to the contrary. »

« Nothing in Iran is black and white; ambiguity and shades of grey rule. »

« Iranian politics are characterized by numerous contradictions and paradoxes. Do not seek consistency where none exists. »

Michael Eisenstadt, *The Strategic Culture of the Islamic Republic of Iran*
Middle East Studies of the Marine Corps University, November 2015

Table des matières

1. Introduction.....	7
2. Les ambitions iraniennes après l'accord de Vienne	9
2.1. La polarisation de l'Occident sur le dossier nucléaire militaire durant plus d'une décennie	9
2.2. Une force économique en suspens	10
2.3. La fin de l'isolement	16
3. Vers une nouvelle intégration régionale de l'Iran.....	19
3.1. La puissance militaire iranienne au service de sa stratégie d'influence régionale	19
3.2. Une situation de guerre froide confessionnelle.....	28
3.3. Vers une multi-polarisation du Moyen-Orient ?	30
4. Quels enjeux pour une émancipation et une modernisation de l'Iran ?	32
4.1. Le défi sécuritaire du Moyen-Orient	32
4.2. Une réforme de l'organisation politique de l'Iran est-elle possible ?	33
4.3. L'ouverture économique est-elle dissociable de l'« infiltration culturelle » ?	35
4.4. La nécessaire évolution des perceptions mutuelles entre l'Iran et l'Occident	38
5. Conclusion	39
Annexe 1. Bibliographie	41
Annexe 2. Organisation de l'institution politique iranienne	48
Annexe 3. Glossaire	49

1. Introduction

La révolution islamique de 1979 en Iran, puis la fin de l'URSS en 1991 ont entraîné un nouvel équilibre stratégique dans lequel les États-Unis ont accru leur domination au Moyen-Orient, avec en point d'orgue la seconde guerre en Irak aux côtés du Royaume-Uni¹.

Les questions relatives aux changements de l'équilibre stratégique de la région ont été remises sur le devant de la scène en 2015. Les raisons en sont multiples : tensions régionales suscitées par une volonté d'autonomie voire d'indépendance de certaines ethnies², échec des « printemps arabes », montée en puissance de l'organisation terroriste Daesh, interventionnisme des puissances étrangères notamment du fait de leurs politiques pétrolières, accord de Vienne sur le dossier nucléaire iranien le 14 juillet 2015.

Sur ce dernier point, c'est le discours Président américain Barack Obama, lors du nouvel an 1388 (21 mars 2009)³, qui a constitué le véritable tournant de la diplomatie américaine dans le traitement du dossier nucléaire iranien. Cette politique de la main tendue, plutôt que le choix de l'option militaire, s'est concrétisée, après six longues années de négociations, par la signature de l'accord de Vienne sur le nucléaire iranien⁴.

Mais la portée de cet accord n'est pas circonscrite au seul périmètre du dossier nucléaire : l'accord constitue une première étape indispensable à la réouverture des portes de la scène internationale que l'Iran s'était vu fermer à elle depuis l'avènement de la République islamique en 1979.

Afin de comprendre les enjeux et les conséquences de l'accord du 14 juillet 2015, il est ainsi nécessaire d'élargir le champ de l'analyse des stratégies régionales mise en place par l'Iran et dont la stratégie nucléaire ne constitue qu'un volet particulier.

¹ STEWART Dona J., *The Middle East Today: Political, Geographical and Cultural Perspectives*, Routledge, USA, 2013, 280 p., chapitre 6 « Independent states and geopolitics: the legacy of western imperialism. »

² Ethnie Baloutche au sud-est de l'Iran par exemple.

³ Président Barack Obama, *Discours du nouvel an iranien 1388/2009*, vidéo « Obama s'adresse directement au régime iranien (VOSTF) mis en ligne le 20 mars 2009 sur <https://www.youtube.com/watch?v=CTUMVAsg7a0>, consulté le 24/09/2016.

⁴ Accord sur le nucléaire iranien entre le groupe E3/EU+3 et l'Iran, signé le 14/07/2015 à Vienne, http://collections.internetmemory.org/haeu/content/20160313172652/http://eeas.europa.eu/statements-eeas/2015/150714_01_en.htm, consulté le 27/09/2016.

Cet élargissement du champ d'analyse du sujet se heurte toutefois à plusieurs difficultés qui constituent des limites au travail réalisé dans le cadre du présent mémoire :

- Les évolutions récentes en cours dans la région, notamment à travers la lutte contre Daesh et la guerre civile en Syrie ;
- La recherche de sources primaires, souhaitable mais rendue difficile par le manque de temps dans le travail du mémoire ;
- L'abondance des sujets relatifs à la problématique iranienne : politique, économique, militaire, stratégique, ethno-religieux, etc.

Aussi, après avoir mis en évidence les ambitions de l'Iran suite à l'accord de Vienne et sa possible réintégration dans la sphère régionale, l'objet de ce mémoire est d'identifier les conditions du retour de l'Iran sur la scène régionale et internationale en privilégiant les domaines politique et économique

Nous nous appliquerons donc à faire le point sur les **enjeux pour les élections présidentielles de 2017 en Iran et sur les perspectives possibles d'évolution de l'appareil politique iranien**. Enfin, nous pourrons voir si **le développement économique de l'Iran est dissociable ou non de toute influence culturelle occidentale**.

Les données sur lesquelles se fonde le présent mémoire proviennent de trois sources différentes : d'abord d'un fond bibliographique généraliste, de données spécialisées sur certaines questions précises, enfin dans la mesure du possible (cf. *supra*), la recherche de sources primaires.

Il nous est apparu important de s'attacher à étudier des références d'origines différentes, notamment françaises et anglo-saxonnes, afin de limiter le risque d'un biais cognitif inhérent à mon « paradigme franco-français ».

2. Les ambitions iraniennes après l'accord de Vienne

Si la signature de l'Accord de Vienne laisse entendre à une mutation profonde des relations interétatiques, il n'en demeure pas moins que les pays occidentaux ont été longtemps crispés sur le dossier du nucléaire iranien.

2.1. La polarisation de l'Occident sur le dossier nucléaire militaire durant plus d'une décennie

Au cours de la période 2002-2015⁵, les questions de géopolitique sur l'Iran ont en effet concerné presque exclusivement le dossier nucléaire iranien.

Les huit années de politique américaines durant la présidence de Georges W. Bush (2000-2008), focalisée sur l'« axe du mal »⁶ ont conduit à des relations exacerbées entre les États-Unis – et plus généralement les pays occidentaux – et l'Iran. L'absence de diplomatie, associée à une politique de confrontation systématique de la part des États-Unis durant les deux mandatures de G. W. Bush, ne pouvaient logiquement que conduire à des réponses et réactions militaro-politiques de l'Iran. Cette politique d'endiguement systématique de l'Iran n'a fait qu'aggraver la situation et envenimer les relations diplomatiques.

Il a fallu attendre deux événements majeurs pour voir évoluer favorablement la situation, d'abord en 2009, avec le discours du Président B. Obama lors du nouvel an iranien⁷, puis en 2012 avec l'application, notamment par l'Union Européenne, de sanctions supplémentaires sur les domaines pétroliers et financiers.

L'élection du modéré Hassan Rohani⁸ en août 2013 a constitué également un événement important mais il doit être relativisé. Les sanctions financières appliquées en 2012 ont très

⁵ En 2002 : discours du président G. W. Bush sur l'axe du mal (*axis of evil*) le 29 janvier, puis programme nucléaire iranien révélé par un groupe d'opposition iranien en août.

En 2015 : accord de Vienne du 14 juillet.

⁶ ZAJEC Olivier, *Introduction à la géopolitique : histoire, outils, méthodes*, éditions du ROCHER, s.l., 2016, 249 p., p. 61 : « L'expression « axe du mal » a été employée pour la première fois par le conseiller néo-conservateur David Frum, rédacteur au service du président G. W. Bush, dans le discours sur l'état de l'Union du 29 janvier 2002. Sont ainsi désignés l'Irak, l'Iran et la Corée du Nord, accusés de posséder des armes de destruction massive et de soutenir le terrorisme. [...]. Mais en réalité, le processus de choix des « mauvais » pays laisse volontairement de côté un certain nombre d'acteurs critiquables tant sur le plan des pratiques internes qu'externes (Arabie saoudite, Israël, Pakistan). Au-delà de la morale, cette rhétorique ne peut donc être analysée sans la superposer à la cartographie des intérêts et des alliances américaines. »

⁷ Président Barack Obama, *op. cit.*

⁸ Hassan Rohani a été élu président de la République islamique d'Iran en 2013, en tant que seul candidat modéré. Formé à l'université britannique de Glasgow, il est entré en politique après la révolution islamique de

affecté la classe moyenne et peuvent avoir eu une influence sur l'élection d'Hassan Rohani à la présidence de l'Iran⁹ et il est remarquable que le rapprochement avec les États-Unis était déjà souhaité par une grande partie de la population iranienne, et ce même après le discours de l'« axe du mal » de janvier 2002¹⁰. Les pouvoirs du Président sont en fait très limités par ceux du Guide Suprême. C'est en effet ce dernier « *qui commande les forces armées et prend toutes les décisions en matière de sécurité, de défense et dans le domaine des affaires étrangères* »¹¹. C'est donc lui qui a pris les décisions sur le dossier du nucléaire militaire.

Un troisième événement majeur est intervenu également à travers l'échec militaro-politique des Américains en Irak : en 2003, les Américains avaient convaincu l'Arabie Saoudite de l'intérêt de la guerre en Irak en expliquant qu'un Irak libre allait inciter les Iraniens à plus de démocratie¹².

Aujourd'hui, la montée en puissance de l'Iran trouve donc sa source à la fois dans les conséquences des interventions américaines en Irak et en Afghanistan¹³, et dans l'accord du 14 juillet 2015 sur le nucléaire iranien.

2.2. Une force économique en suspens

Une économie fortement dépendante des revenus du gaz et du pétrole :

Après la prise d'otage de l'ambassade américaine de Téhéran en 1979, les États-Unis ont appliqué des sanctions économiques. Mais c'est surtout à partir de l'année 2006 que les sanctions économiques vont s'intensifier, notamment au niveau européen en parallèle des

1979. Il a notamment été membre du Conseil suprême de défense pendant la guerre Iran-Irak et secrétaire général de du Conseil de sécurité nationale entre 1989 et 2005.

⁹ VAN BERGEIJK Peter A.G., « Sanctions against Iran – A preliminary economic assessment » in ISS Report n°25 *On target? EU sanctions as security policy tools*, September 2015, 91 p., p. 53.

¹⁰ MURRAY Donette, *US Foreign Policy and Iran: American-Iranian relations since the Islamic revolution*, Routledge, Londres, 2010, 247 p., p. 116 : « *October 2002: Opinion polls in Iran record 70 per cent support for rapprochement with the US* ».

¹¹ De PRÉMONVILLE Antoine-Louis, FLICHY de La NEUVILLE Thomas (dir.), *Géopolitique de l'Iran. De l'empire confiné au retour de la puissance*, PUF, juin 2016, 173 p. p. 76.

¹² MURRAY Donette, *op. cit.*, p. 125 : « *a free Iraq would inspire Iranians to rise up and change their government and therefore further stabilise the region* ».

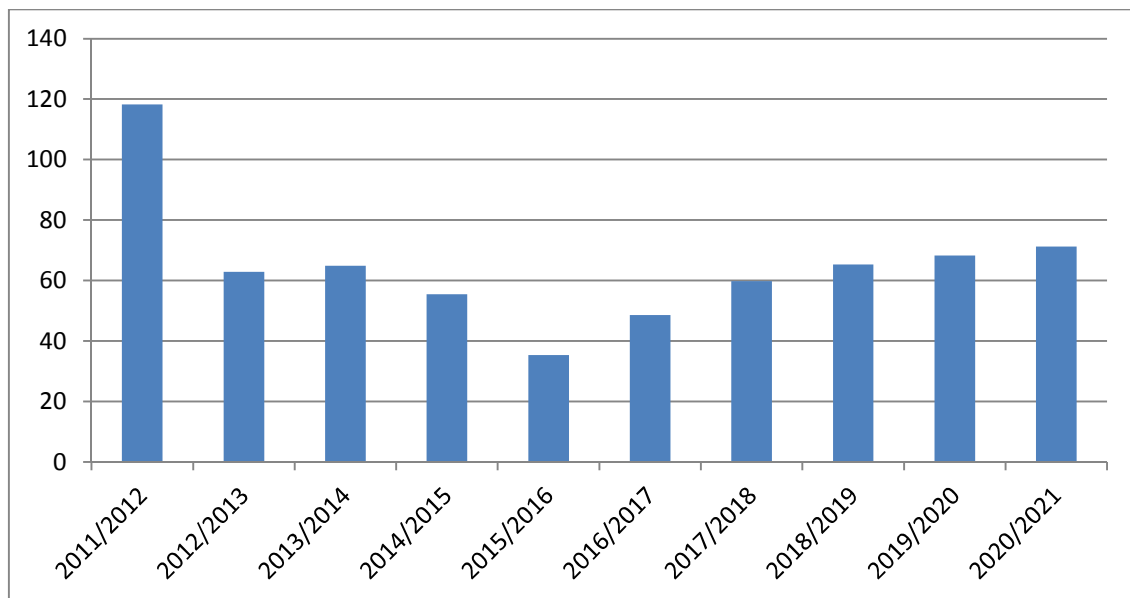
¹³ CHALIAND Gérard – JAN Michel, *Vers un nouvel ordre du monde*, Editions du Seuil, octobre 2014, 341 p., p. 56 : « *À l'issue d'une guerre [1ère guerre du Golfe] aérienne de près de six semaines, contre un adversaire privé d'aviation, et d'une percée de chars de quelques jours, l'offensive s'arrête judicieusement avant la chute du régime, qui aurait eu pour conséquence probable l'arrivée au pouvoir de la majorité chiite (60%), dominée depuis la création de l'Irak par la minorité sunnite (20%). Cela aurait donc favorisé l'Iran de Khomeiny, ce qu'il s'agissait précisément d'éviter.* »

MURRAY Donette, *op. cit.*, p.125-126 : « *This was all the more remarkable because Bush's father had decided not to press on to Baghdad in 1991 in part because he believed the assessment of the region's rulers.* »

sanctions américaines. L'impact économique fut important compte-tenu des secteurs concernés par ces sanctions : nucléaire, militaire, énergie, transport maritime et surtout financier¹⁴.

Puis à partir de l'année 2012, l'Europe a appliqué des sanctions distinctes de celles des Américains, notamment avec l'adoption de sanctions dans les domaines pétrolier (embargo) et bancaire (exclusion de l'Iran du système SWIFT¹⁵). Plusieurs pays alliés comme le Japon et la Corée du Sud, grands importateurs de pétrole iranien, s'alignèrent sur ces sanctions en réduisant leurs importations ; de même que l'Inde sous la pression américaine.

Ces dernières sanctions ont eu un impact économique important, à défaut d'être décisif, sur la production de pétrole iranien qui chuta :



Iran – Exportation cumulée de pétrole et de gaz (en milliards de dollars U.S.).

Source : issues de données fournies par le FMI [24] p. 36 et [25] p.33¹⁶.

Les dernières sanctions adoptées ont brutalement fait chuter la production de pétrole et de gaz iraniens à partir de 2012. Plus encore, l'absence d'investissement, ainsi que le niveau

¹⁴ KATZMAN Kenneth, NERURKAR Neelesh, O'ROURKE Ronald *et al.*, *Iran's Threat to the Strait of Hormuz*, Congressional Research Service n°R42335, January 23, 2012, 23 p.

¹⁵ Le système SWIFT (Society for Worldwide Interbank Financial Telecommunication) fournit des services de messagerie standardisée de transfert interbancaire nécessaires aux transactions financières. L'interdiction d'accès au réseau SWIFT empêche les sociétés étrangères de rapatrier les avoirs ou bénéfices engrangés en Iran.

¹⁶ Les données 2014/2015 constituent une estimation ; à partir de 2015/2016, les données sont une projection du FMI.

technologique dans le domaine pétrolier rendit celui-ci non rentable : en 2012, le seuil de rentabilité du pétrole iranien était évalué à 140 dollars le baril¹⁷.

L'économie iranienne dépend en très grande partie de l'exploitation du pétrole. L'impact sur le PIB se fit ainsi rapidement ressentir dès la 1^{ère} année des sanctions pétrolières :



Iran – Evolution annuelle (en %) du PIB sur la période 2011-2015.

Source : rapport [21] p.60.

Les dernières sanctions de 2012 ont ainsi largement contribué à l'accord du nucléaire par la chute brutale de l'économie iranienne qui en a découlé.

Il est malgré tout remarquable qu'en dépit de plus de trois décennies de sanction, l'Iran a su développer une **économie de résistance**. D'une part, en tant que « cible » dotée d'une motivation idéologique très forte, l'Iran est moins sensible à la coercition ; d'autre part, on constate un taux d'échec des sanctions de 60% à partir d'une durée d'application de plus de trois ans¹⁸. Par ailleurs, à travers le contrôle des médias, le gouvernement iranien a su présenter les sanctions non comme contre le régime mais contre la nation, c'est-à-dire comme une attaque visant directement le peuple iranien : les sanctions ont ainsi pu renforcer le régime par le soutien de la population. Cela a largement contribué à renforcer le sentiment de « persécution » des Iraniens, et donc à consolider leur unité face au sentiment d'hégémonie imposée par les pays occidentaux.

¹⁷ JONES Bruce, STEVEN David, *The Risk Pivot: Great Powers, International Security, and the energy Revolution*, Brookings Institution Press, Washington D.C., 2015, 206 p., p. 78 : « The government's fiscal break-even point is now estimated to have exceeded \$140 a barrel ».

¹⁸ BIERSTEKER Thomas, VAN BERGEIJK Peter A.G., « How and when do sanctions work? The evidence » in ISS Report n°25 *On target? EU sanctions as security policy tools*, September 2015, 91 p., p. 21.

Mais même si l'Occident s'est trompé sur la capacité de résilience de l'Iran et si le régime est certainement capable de tenir jusqu'au bout (ils ont notamment su démontrer cette capacité de jusqu'au-boutisme lors du conflit contre l'Irak¹⁹).

Un potentiel humain remarquable :

L'Iran est un pays très peuplé par rapport à ses voisins :

Pays	Population en millions (2016)
Egypte	90,7
Iran	79,1
Turquie	78,7
Irak	36,6
Arabie Saoudite	32,2
Yémen	27,5
Syrie	18,6

Pays du Moyen-Orient ayant une population supérieure à 10 millions d'habitants.

Source des données : wikipedia.org.

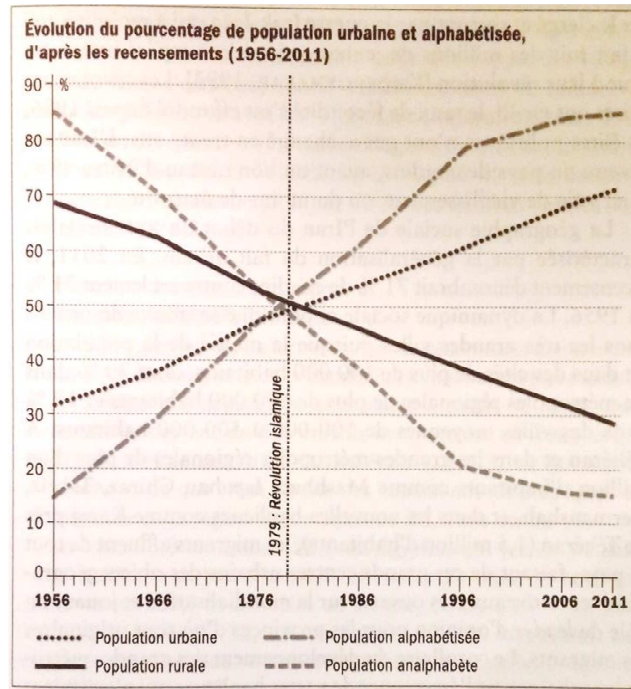
L'Iran est par ailleurs constitué d'un peuplement ancien et enraciné dans une civilisation multiséculaire, composé d'une mosaïque de peuples dont les « Perses » ne forment que la moitié de la population et dont les minorités vivent des situations contrastées dans le régime de la République islamique. Malgré ces disparités, l'Iran dispose d'une population largement scolarisée.

Ainsi, malgré un impact financier colossal des sanctions économiques imposées dès 1979 par l'ONU²⁰, il est remarquable que l'Iran a su développer un système éducatif performant : « selon un sondage réalisé en 2002, 93% de la population comprenait le persan avec des écarts régionaux très faibles »²¹ et la population très largement alphabétisée.

¹⁹ RAZOUX Pierre, *La guerre Iran-Irak, Première guerre du Golfe (1980-1988)*, Paris, Perrin, 2013, 616 p..

²⁰ VOISIN Jean-Claude, *L'Iran si loin, si proche : De la fascination à la méfiance*, Langres, Riveneuve éditions, 2nd Edition 2015, 133 p., p. 72 : « Les sanctions ont coûté 40 milliards d'euros par an, notamment à travers la fuite des cerveaux ».

²¹ HOURCADE Bernard, *Géopolitique de l'Iran. Les défis d'une renaissance*, Ed. Armand Colin, 2016, 335 p. p. 56.



Evolution du pourcentage de population urbaine et alphabétisée d'après les recensements (1956-2011).

Source des données : [3] p.59.

Ni la révolution iranienne de 1979, ni les gouvernements successifs, n'ont eu d'impact sur l'évolution de l'alphabétisation et de l'urbanisation de la population iranienne.

L'enseignement est mixte filles/garçons depuis 1936 et la révolution iranienne n'a pas entraîné de modification de cette organisation (même si lors de sa présidence, M. Ahmadinejad a tenté de remettre en cause cette mixité) : « *les grandes universités n'ont jamais interrompu leurs relations avec leurs homologues américaines. Un grand nombre de dirigeants sont eux-mêmes diplômés des universités britanniques ou américaines* »²².

Une société moderne au Moyen-Orient :

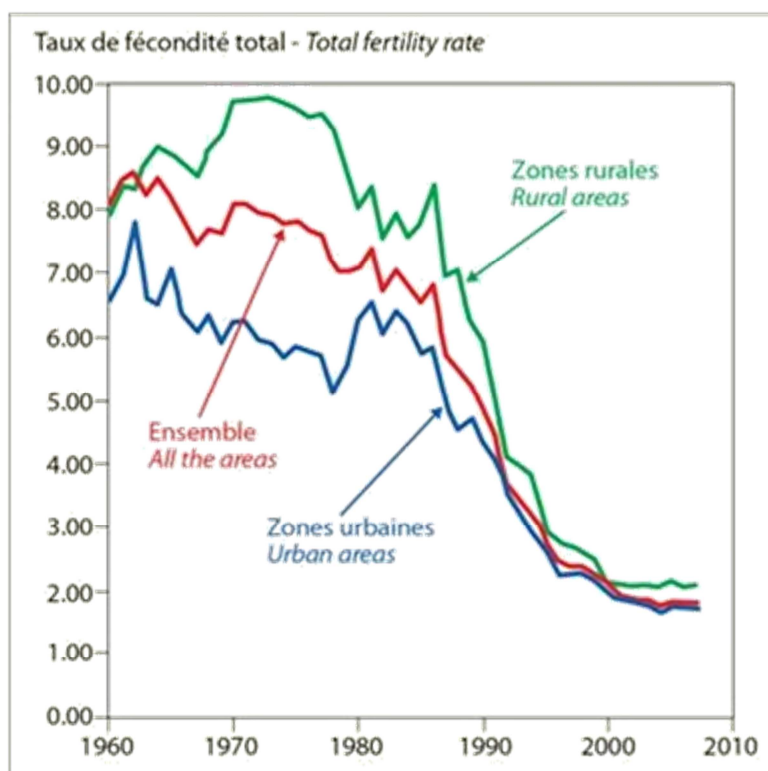
L'Iran se caractérise par la modernité de sa société. Le droit de vote est donné aux femmes dès 1963 (alors qu'il faudra attendre 2015 pour l'Arabie Saoudite). Les femmes participent de façon non négligeable à la vie sociale et politique²³. Dès son élection, le Président Hassan Rohani a notamment nommé Mme Marzieh Afkham (anglophone et francophone) comme porte-parole de la diplomatie iranienne, ainsi que de Mme Masoumeh Ebtekar (connue en Occident pour avoir été la porte-parole des étudiants lors de la prise d'otages de l'ambassade

²² VOISIN Jean-Claude, *op. cit.*, p. 69.

²³ *Ibid.* p. 77 : « *L'ouverture en masse des universités aux jeunes filles, leur accession à tous les métiers et à toutes les responsabilités, hormis celle de Président de la République et de juge, -selon les principes de la loi islamique- donne à la femme un statut à part. Que d'écart avec l'Arabie Saoudite !* »

américaine en 1979) à la vice-présidence de la république d'Iran en 2013. Les élections législatives début 2016 ont permis l'arrivée de 17 femmes au Parlement, c'est-à-dire plus que de religieux (au nombre de 16) pour la première fois dans l'histoire du Parlement de la République Islamique iranienne.

La population iranienne est comparable à celle des populations occidentales en de nombreux points. L'Iran est le 2nd pays le plus vieux du Moyen-Orient après Israël²⁴. Par ailleurs, le taux de fécondité a rapidement chuté à 2 enfants par femme (même si cette chute peut également traduire une crainte en l'avenir).



Evolution de la fécondité en Iran selon le lieu de résidence (taux calculés à partir des données d'état-civil).

Source : www.irancarto.cnrs.fr

²⁴ HOURCADE Bernard, BUJON de l'ESTANG François, BOURLANGES Jean-Louis, PADIS Marc-Olivier, MEYER Philippe, Les défis de l'Iran, émission « L'esprit public » radiodiffusée sur France Culture le 31 juillet 2016, <http://www.franceculture.fr/emissions/l-esprit-public/les-defis-de-l-iran-avec-bernard-hourcade?xtmc=Iran&xtnp=1&xtdcr=1>, consulté le 20/09/2016.

L'Iran est également une société qui veut vivre au XXI^{ème} siècle. Ainsi, malgré le contrôle étatique opéré, les activités liées à l'internet progressent de manière spectaculaire ces dernières années²⁵.

Les pressions internationales multiples (économique, diplomatique...) exercées auront finalement permis de démontrer la grande résilience du régime iranien. La stabilité et la pérennité du pouvoir théocratique de l'Iran constituent *in fine* l'un des atouts principal, notamment dans une région encline à de nombreux risques de déstabilisation et de conflit (latents ou avérés).

L'Iran a ainsi tous les atouts pour **ne pas se cantonner à un rôle de pays uniquement exportateur de pétrole/gaz**, contrairement aux pétromonarchies du Golfe.

2.3. La fin de l'isolement

Sur le plan économique :

Depuis le début du processus de levée des sanctions, l'Iran cherche à nouer des partenariats privilégiés avec plusieurs des pays de l'OCS (Organisation de Coopération de Shanghai), notamment la Chine et l'Inde.

Par ailleurs, l'Iran a des atouts pour ces deux pays qui ne disposent pas de ressources pétrolières/gazières domestiques. L'Iran est le 4^{ème} producteur mondial de pétrole et le 2nd exportateur de l'OPEP. Il dispose également des 2^{ndes} plus grandes réserves de gaz naturel (après la Russie) et est le 6^{ème} producteur mondial.

En 2014, les échanges économiques entre la Chine et l'Iran s'élevaient à 52 milliards de dollars. En janvier 2016, ces deux pays ont annoncé l'engagement de négociations pour la signature d'un accord de coopération sur 25 ans, avec l'objectif de porter dans 10 ans ce niveau à 600 milliards²⁶. Mais la position de la Chine à l'égard de l'Iran n'est pas dépourvue d'ambiguïté : la Chine cherche à développer ses échanges économiques avec l'Iran, mais c'est

²⁵ VOISIN Jean-Claude, *op. cit.*, p. 71 : « Le e-commerce a connu en 2013 une croissance de 200%, la plus importante au monde et les ventes de smartphones ont augmenté de 53%. La société iranienne change avec l'internet. L'Iran est le pays où le nombre des connectés augmente le plus au monde ».

²⁶ France 24, édition du 23 janvier 2016. Article « L'Iran et la Chine nouent un "partenariat stratégique" ». Article publié le 24 janvier 2016 sur <http://www.france24.com/fr/20160123-iran-chine-nouent-partenariat-strategique-xi-jinping-visite-rohani>, consulté le 28/12/2016.

elle qui est à l'origine du refus de la candidature iranienne à l'OCS en juin 2016²⁷. Si certaines sanctions ont été levées, les sanctions primaires demeurent et les États-Unis maintiennent notamment leur pression sur les banques internationales. Ajouté à l'échéance électorale américaine dont l'issue n'était pas connue en juin 2016, il est possible que l'OCS n'ait pas souhaité se laisser entraîner dans les relations entre l'Iran et l'Occident qui sont encore loin d'être normalisées.

L'Inde, pour sa part, a toujours entretenu des relations cordiales avec l'Iran qui, jusqu'en 2012, était son second fournisseur de pétrole²⁸. Mais sous la pression américaine, l'Inde avait rejoint en 2012 les pays appliquant des sanctions économiques contre l'Iran. Depuis, de nombreux projets sont en cours de négociation avec l'Inde, notamment pour la construction et le développement, sous financement indien, du port de Chabahar²⁹, ainsi que pour la construction du gazoduc IPI (Iran-Pakistan-Inde)³⁰.

Sur le plan géopolitique :

Avec l'Égypte et la Turquie, l'Iran est un des trois pays du Moyen-Orient à avoir une tradition étatique reposant sur un savoir-faire politique, diplomatique et militaire.

Par ailleurs, le soutien apporté à l'armée iranienne en Irak et au régime alaouite en Syrie est de nature à renforcer sa crédibilité et sa volonté de peser dans la stabilité de la région. L'objectif recherché est en effet commun à celui recherché par les Occidentaux : ne pas laisser les djihadistes se renforcer et créer un État de fait. La démarche iranienne s'inscrit aussi dans la volonté de préserver un arc syro-iranien, passant par l'Irak pour préserver un espace à la fois à consonance chiite et multiconfessionnel. Pour l'Iran, l'objectif est de contrebalancer l'arc turco-saoudien, pro-sunnite. En effet, cet arc est en vive crispation face à la géopolitique iranienne et sa stratégie d'exportation de pétrole, notamment via les oléoducs transitant par la zone géographique précitée.

²⁷ Pour mémoire, l'Iran a déjà le statut d'État observateur à l'OCS.

²⁸ En 2012, 12% du pétrole indien provenait d'Iran.

²⁹ Situé à 1800 km au Sud-Est de Téhéran, le port de Chabahar aurait l'avantage d'éviter le détroit d'Ormuz.

³⁰ Ali Rastbeen, *Inde-Iran pour quelle coopération stratégique ?*, Académie de Géopolitique de Paris, mis en ligne le 25 mars 2016, <http://academiedegeopolitiquedeparis.com/inde-iran-pour-quelle-cooperation-strategique/>, consulté le 28/12/2016.

Dès 2014, même s'il ne s'agit pas d'une coopération militaire en tant que telle, l'Iran et la coalition anti-Daesh dirigée par les États-Unis ont ainsi combattu côte à côte en Irak³¹.

Plus largement, cela démontre que rien de durable en matière de géopolitique et de sécurité régionale au Moyen-Orient ne se fera sans l'Iran.

³¹ *France 24*, édition du 16 juin 2014. Article « Irak : "L'Iran peut coopérer avec les États-Unis s'il en va de son intérêt" ». Article publié le 17 juin 2016 sur <http://www.france24.com/fr/20140615-irak-iran-usa-eiil-cooperation-rohani-djihadisme-mossoul>, consulté le 24/10/2016.

Le Monde, édition du 18 juin 2014. Article « Les preuves de la présence militaire de l'Iran en Irak ». Article publié le 18 juin 2014 à 11:27 sur http://lemonde.fr/international/article/2014/06/18/les-preuves-de-la-presence-militaire-de-l-iran-en-irak_4440389_3210.html, consulté le 24/10/2016.

3. Vers une nouvelle intégration régionale de l'Iran

3.1. La puissance militaire iranienne au service de sa stratégie d'influence régionale

L'Iran est au carrefour des grandes routes économiques du Moyen-Orient. Sa situation géographique lui permet également de dominer le golfe persique et le détroit d'Hormuz.

Mais de tout temps, l'Iran a ressenti un complexe obsidional, cette sensation d'être assiégé de toute part. Olivier Zajec utilise à ce sujet l'expression de « *sentiment de citadelle assiégée* »³².

Pour comprendre la politique étrangère de l'Iran, il est nécessaire de connaître les origines de ce syndrome obsidional, lié notamment aux caractéristiques ethniques et religieuses spécifiques à l'Iran :

- sentiment d'encercllement ethnique (Arabes, Baloutches, Pachtounes, Ouzbeks, Tadjiks...), qui le conduit à intervenir dans les pays limitrophes (ex : Syrie, Liban) afin de protéger son intégrité territoriale ;



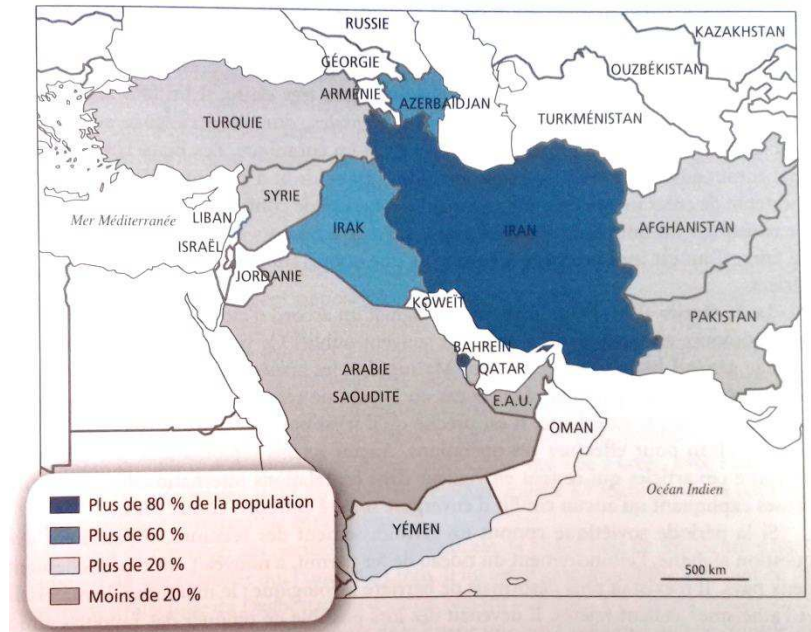
Source de la carte: www.irancarto.cnrs.fr

³² ZAJEC Olivier, *op. cit.*, p. 110.

L'Iran : entre stratégies régionales et rayonnement international

Si les Persans constituent la principale ethnie en Iran, ils ne constituent pas pour autant de majorité absolue. Gilles Riaux rappelle que « *les Persans ne constituent qu'une majorité relative avec environ 46% de la population* »³³.

- sentiment d'encerclement religieux : l'Iran constitue « *une goutte d'eau chiite dans un océan sunnite* »³⁴.



Source de la carte : référence [6] p. 145.

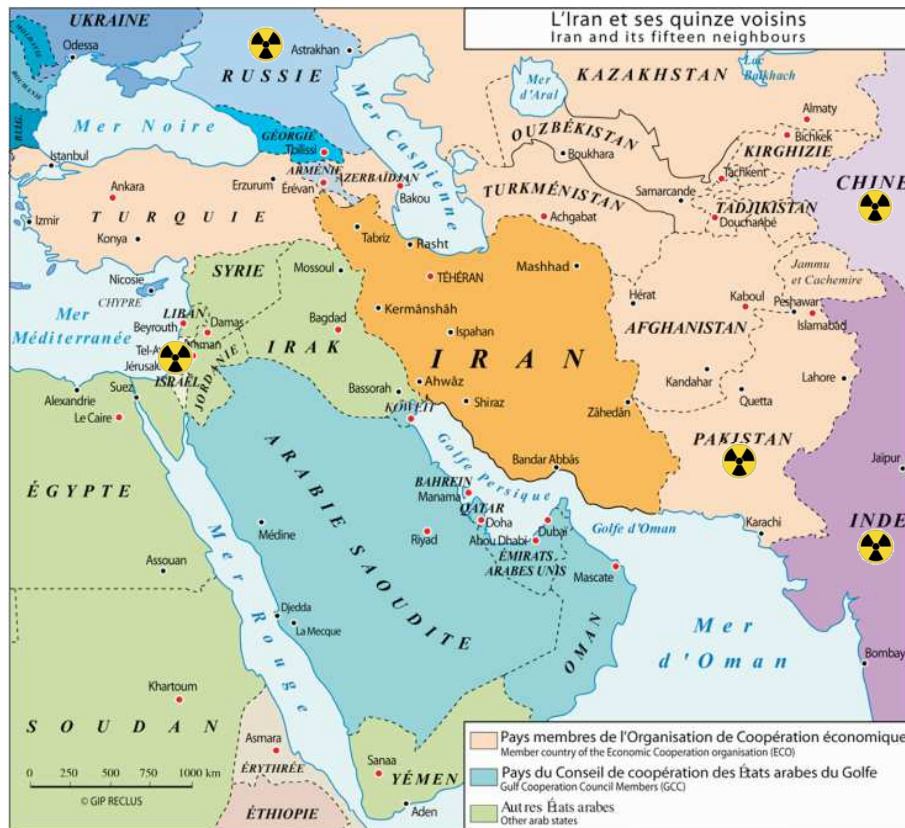
Cet encerclement religieux s'est trouvé exacerbé avec l'intervention américaine en Irak en 2003 : les États-Unis, alliés de l'Arabie Saoudite sunnite, a su renverser l'Irak en quelques mois, ce que n'avait pas réussi à faire l'Iran après huit années de guerre.

Mais il faut également aborder le sentiment d'insécurité nucléaire : si la volonté d'acquérir l'arme nucléaire constitue une stratégie à part entière (stratégie de dissuasion nucléaire) et détaillée *infra*, l'Iran fait en effet l'objet d'un encerclement nucléaire par plusieurs puissances régionales : Chine, Inde, Israël, Pakistan et Russie (dont l'Iran partage une frontière maritime avec la mer Caspienne).


³³ PAHLAVI Pierre, *Iran – Occident : quels obstacles géopolitiques ?*, La Revue géopolitique diplomweb.com, mis en ligne le 6 février 2015, <http://www.diplomweb.com/Iran-Occident-quels-obstacles.html>, consulté le 08/09/2016.

³⁴ VOISIN Jean-Claude, *op. cit.*, p. 8 (préface d'Antoine Sfeir).

L'Iran : entre stratégies régionales et rayonnement international



Source de la carte: www.irancarto.cnrs.fr

(complétée de l'identification  des pays régionaux dotés de l'arme nucléaire : Chine, Inde, Israël, Pakistan, Russie).

Ce sentiment d'encerclement est également mis en évidence par les études américaines menées outre-Atlantique³⁵.

Par ailleurs, dans ses récentes analyses sur la politique iranienne, l'armée américaine insiste plus sur une « raison d'État » séculaire que sur des impératifs religieux ou idéologiques³⁶.

Pour pallier ce complexe obsidional, presque paranoïaque, l'Iran a défini une stratégie globale que Pierre Pahlavi a définie autour de deux axes majeurs : « *garantir l'indépendance de l'Iran*

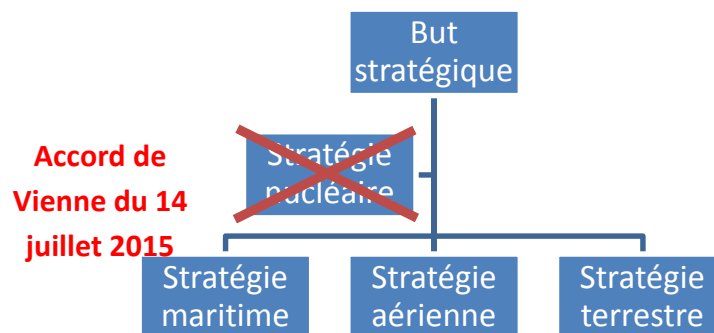
³⁵ REARDON Robert J., *Containing Iran: Strategies for addressing the Iranian Nuclear Challenge*, published by RAND Corporation, 2012, 180 p., p. 72 : "As a Persian, Shia Muslim state in a region dominated by Sunni Arabs, Iran has no natural allies, and has long been in competition with its neighbors for regional power and influence. This has particularly been the case with Saudi Arabia, which shares ambitions for regional dominance. Especially since 2003, Iran also has been faced with in the United States' regional influence, and the possibility of a permanent U.S. military presence. These factors have led to a sense of strategic encirclement in Iran. In part, Iran's efforts to expand its regional influence are a reaction to its fear of encirclement."

³⁶ EISENSTADT Michael, *The Strategic Culture of the Islamic Republic of Iran: Religion, Expediency, and Soft Power in an Era of Disruptive Change*, MES Monographs No 7, Middle East Studies at the Marine Corps University, Novembre 2015, 52 p., p. 5 : "policymaking in the theocratic IRI is based on the secular principle of *raison d'état*, rather than the dictates of the regime's ideology or the tenets of Shi'ite Islam".

et la préservation du régime islamique et constituer autour de l'Iran une sphère d'influence protectrice »³⁷.

Pour garantir ces deux objectifs, l'Iran a mis en œuvre une stratégie asymétrique couvrant l'ensemble des instruments en sa possession : armes idéologiques (chiisme, panislamique, anti-impérialisme), outils paramilitaires (GRI, Al-Quds, proxies, cyber), atouts énergétiques (hydrocarbures, nucléaire) et levier diplomatique (BRICS, OCS).

Sur le plan militaire, ce but stratégique se décline à travers les différentes stratégies militaires propres à chaque armée, y compris la stratégie nucléaire qui a fait l'objet du contentieux international conclu (définitivement ?) par l'accord de Vienne du 14 juillet 2015 :



Chacune de ces stratégies est détaillée ci-après.

Les enjeux nucléaires :

La dualité possible civile/militaire de l'exploitation du secteur nucléaire a constitué une ligne rouge inacceptable pour la communauté internationale.

Même s'il s'agit dans les deux cas d'une stratégie de dissuasion, l'objectif de la stratégie nucléaire de l'Iran différerait très sensiblement de celle de la France. Pour l'Iran il s'agit d'un objectif de défense de son intégrité territoriale. La stratégie de dissuasion française va quant à elle plus loin et repose sur une stratégie d'autonomie nationale.

En relançant les négociations sur le dossier nucléaire en 2009, les États-Unis ont adopté le contrepied de la stratégie iranienne : les Américains ont misé sur le fait que la mondialisation et l'intégration économique constituent la meilleure stratégie pour que l'Iran renonce à long terme à ces capacités nucléaires militaires.

³⁷ RASTBEEN Ali, *op. cit.*

L'accord de Vienne conclu entre l'Iran et le groupe 5+1³⁸ doit ainsi permettre de mettre un terme à la stratégie nucléaire de dissuasion développée par l'Iran, associé à la levée progressive des sanctions internationales imposées à l'Iran.

Le 1^{er} octobre 2016, M. Yukiya Amano, directeur général de l'AIEA confirme que l'accord de Vienne est « *mis en œuvre depuis janvier sans problème particulier* »³⁹. Toutefois, suite à l'accord de Vienne, l'Iran semble s'orienter vers une **stratégie de défense anti-aérienne** avec l'acquisition de systèmes de défense russe S-300⁴⁰⁴¹.



Le 21 août, l'Iran avait montré pour la première fois son nouveau système de défense anti-aérienne Bavar 373, fabriqué localement et comparable au S-300 russe, témoignant de sa détermination à développer ses capacités militaires malgré les inquiétudes de l'Occident.

PHOTO AFP

Source de la photo : article référence [27].

Enfin, il est important de préciser que si l'accord de juillet 2015 a permis de traiter le dossier nucléaire militaire, il reste encore plusieurs points à traiter et qui n'ont pas été abordés en particulier le domaine balistique (par rapport aux pays voisins). L'Iran est par ailleurs déjà une puissance nucléaire civile (centrale nucléaire de Bouchehr construite par la Russie et en service depuis 2011 et dont l'extension est en cours depuis septembre 2016 en coopération

³⁸ Le groupe 5+1 est composé des 5 membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU (Chine, États-Unis, France, Royaume Uni, Russie) et de l'Allemagne.

³⁹ *Le Monde*, édition du 1er octobre 2016, « Téhéran fait ce qui a été promis », selon le chef de l'Agence internationale de l'énergie atomique, mis en ligne le 1er octobre 2016, http://www.lemonde.fr/international/article/2016/09/30/teheran-fait-ce-qui-a-ete-promis-selon-le-chef-de-l-agence-de-l-energie-atomique_5006240_3210.html?xtmc=iran&xtcr=4, consulté le 02/10/2016.

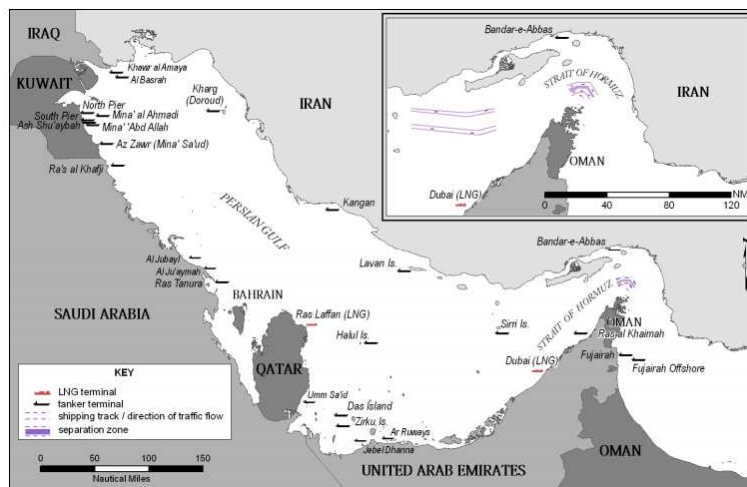
⁴⁰ Quotidien québécois *La Presse*, article « Iran : déploiement d'un système russe pour protéger un site nucléaire ». Article publié le 28 août 2016 à 17:46 sur <http://www.lapresse.ca/international/moyen-orient/201608/28/01-5014876-iran-deploiement-dun-systeme-russe-pour-protoger-un-site-nucleaire.php>, consulté le 06/10/2016.

⁴¹ *France Info*, article « Iran : le dossier nucléaire continue de faire des remous ». Article publié le 30 août 2016 à 09:29 sur <http://geopolis.francetvinfo.fr/iran-le-dossier-nucleaire-continue-de-faire-des-remous-116631>, consulté le 06/10/2016.

avec la Russie⁴²). Ce dernier point est notamment de nature à relativiser la pensée anxieuse de certains pays qui voient en l'Iran le risque d'une puissance nucléaire qu'elle est en fait déjà sur le plan civil.

Stratégie maritime :

Il s'agit d'une stratégie asymétrique, c'est-à-dire du faible au fort, qui repose sur trois caractéristiques principales : un déni d'accès aux littoraux iraniens, une guerre terroriste se rapprochant de la guérilla maritime, et enfin la situation géographique privilégiée de l'Iran qui lui permet de contrôler l'accès au Golfe Persique via le détroit d'Ormuz⁴³ et de nuire à la libre circulation du trafic maritime. Concernant cette dernière caractéristique, Ormuz voit passer chaque jour des navires transportant plus de 17 millions de barils de pétrole brut (soit 20 % de l'ensemble du marché pétrolier mondial et 35 à 40 % du pétrole transporté par voie maritime) et plus du quart des exportations de gaz naturel⁴⁵. Plus largement, le golfe Arabo-Persique constitue une zone stratégique où transitent près de 40 % de la production mondiale de pétrole et 90 % de la production régionale⁴⁷.



Carte du Golfe Persique et du détroit d'Ormuz

Source de la carte : référence [20] p. 3

⁴² *L'Express*, édition du 10 septembre 2016. Article « Iran : début de la construction de deux nouveaux réacteurs nucléaires ». Article publié le 10 septembre 2016 à 13:43 sur http://www.lexpress.fr/actualites/1/monde/iran-debut-de-la-construction-de-deux-nouveaux-reacteurs-nucleaires_1829208.html, consulté le 25/10/2016.

⁴³ EUDELIN Hugues (Capitaine de vaisseau), *Le détroit d'Ormuz menacé par l'Iran*, La revue maritime n°493, mai 2012, 117 p., p.90 - 99.

⁴⁴ KATZMAN Kenneth, NERURKAR Neelesh, O'ROURKE Ronald *et al.*, *op. cit.*

⁴⁵ EUDELIN Hugues (Capitaine de vaisseau), *op. cit.*, p. 90

⁴⁶ De PRÉMONVILLE Antoine-Louis, FLICHY de La NEUVILLE Thomas (dir.), *Géopolitique de l'Iran. De l'empire confiné au retour de la puissance*, PUF, juin 2016, 173 p., p. 29.

⁴⁷ RICHARD Thibault, *La stratégie navale asymétrique iranienne ou la Jeune Ecole iranienne*, Centre d'Etudes Supérieures de la Marine (CESM), 26 p., p.1.



MAP 1 | MAP INDICATING LOCATIONS OF ABU MUSA AND TUNB ISLANDS IN THE STRAIT OF HORMUZ
Source de la carte : référence [26] p. 18

L'Iran affirme pouvoir contrôler (et bloquer) le détroit d'Ormuz depuis la guerre Iran/Irak. Les avis sont sur le sujet très partagés⁴⁸. Certains partagent cette affirmation, comme le Chef d'État-Major des Armées américain en 2012. D'autres avis sont plus nuancés et n'envisagent qu'une « gêne » temporaire, accompagnée d'une hausse ponctuelle des prix du pétrole, avant un retour à l'équilibre. Ces derniers avis considèrent en effet que les moyens disponibles (combinaison de mines, sous-marins, missiles ou flottille de petits navires « suicides ») ne peuvent suffire à stopper le trafic maritime des tankers et qu'en complément d'un risque élevé d'intervention militaire américaine que cela entraînerait, d'autres pays producteurs (notamment Arabie Saoudite) sont en mesure de compenser la baisse de production iranienne.

Les capacités navales de l'Iran restent très limitées et essentiellement circonscrites à des missions côtières compte tenu de leur faible rayon d'action. Cette capacité côtière se compose de plusieurs centaines de vedettes rapides, d'une cinquantaine de patrouilleurs à faible rayon d'action, ainsi que 11 sous-marins de classe *Ghadir*⁴⁹ permettant le mouillage de mines. Les capacités navales conventionnelles à rayon d'action hauturier se limitent à quelques frégates acquises avant la Révolution islamique, ainsi que 3 sous-marins de la classe *Kilo* de

⁴⁸ JONES Bruce, STEVEN David, *The Risk Pivot: Great Powers, International Security, and the energy Revolution*, Brookings Institution Press, Washington D.C., 2015, 206 p., p. 78-79.

⁴⁹ Le *Ghadir* est une classe de sous-marins dénommés "midget submarines" ou sous-marins de poche du fait de leur petite taille. Leur faible capacité d'emport en carburant et nourriture, limite leur autonomie et de ce fait leur champ d'action aux seules zones littorales.

conception russe⁵⁰. Ces limites capacitaires sont toutefois cohérentes de sa stratégie qui vise à submerger les défenses de grands navires par des attaques de petits et nombreux navires et à protéger ses côtes par des champs de mines en mer⁵². L'objectif est ainsi de dissuader l'ennemi en lui faisant prendre conscience que s'il attaque, il s'expose à des dégâts/pertes plus grandes que celle de l'Iran.

La stratégie navale iranienne est une **stratégie asymétrique et défensive avec une réelle capacité de nuisance dans une guerre non conventionnelle dans le Golfe Persique dont l'étendue est accessible à des navires à faible rayon d'action**. Il est donc peu probable que la stratégie navale iranienne évolue à moyen terme.

L'Enseigne de Vaisseau Richard, chargé d'études au Centre d'Etudes Supérieures de la Marine (CESM), a judicieusement comparé cette stratégie à celle de la « Jeune Ecole » théorisée par l'amiral Aube⁵³, qui promouvait l'usage offensif intensif des récents torpilleurs et sous-marins au début du XXème siècle.

Stratégie aérienne :

La stratégie aérienne de l'Iran présente de nombreuses faiblesses car elle repose sur un parc avions anciens, hétéroclites et probablement mal entretenus : avions d'origine américains (avions américains *F14 Tomcat* et *F4 Phantom II*) livrés lorsque le Shah était au pouvoir et avions d'origine russe (*Soukhoï* et *Mig*), ainsi que quelques *Mirages FI* français qui avaient été transférés par l'Irak en Iran au cours des 1^{ère} et 2^{nde} guerres du Golfe.

Il est probable que l'Iran cherchera à moderniser sa flotte de chasse à moyen terme, avec l'acquisition d'avions de génération plus récente ou la rénovation de ses avions actuels.

Toutefois, la stratégie aérienne iranienne devrait se limiter aux concepts de bombardement stratégique ou d'appui aérien pour la préservation de son espace aérien et de celle des zones « tampons » limitrophes (dénier aérien plutôt que maîtrise de l'espace aérien). Le concept de guerre d'escadre, entre forces organisées en escadres, est peu probable de la part de l'Iran à

⁵⁰ RICHARD Thibault, *op. cit.*, p. 16-21

⁵¹ De PRÉMONVILLE Antoine-Louis, FLICHY de La NEUVILLE Thomas (dir.), *op. cit.*, p. 96.

⁵² On se souvient du navire américain USS Samuel B. Roberts qui avait subi d'importants dégâts contre une mine iranienne alors qu'il escortait des bâtiments koweïtiens dans le Golfe Persique.

⁵³ RICHARD Thibault, *op. cit.*.

moyen terme car il nécessite une très grande supériorité technologique (systèmes de combat embarqués).

Stratégie terrestre :

Les différentes guerres qui se sont déroulées aux frontières depuis 30 ans ont convaincu l'Iran de la nécessité de garantir son intégrité territoriale. À cela s'ajoute le risque de sécession ou des velléités d'une plus grande autonomie de certaines ethnies transfrontalières périphériques à l'Iran.

Enfin, sa volonté de renforcer le chiisme minoritaire dans la région le conduit à un interventionnisme actif dans les crises/guerres en Syrie, au Liban. Il n'existe par contre pas de preuve formelle d'ingérence de l'Iran au Yémen (le Hezbollah, sunnite, y serait par contre présent, en soutien de la rébellion houthiste⁵⁴ ; la *Yemen Cyber Army*, pro-chiite, pourrait quant-à-elle être un avatar de l'Iran).

Si les stratégies maritime et aérienne ont d'abord pour objectif la protection et la garantie de l'intégrité du territoire, la stratégie terrestre a un objectif double. Le premier objectif consiste à créer des zones « tampons » aux frontières de l'Iran, afin de limiter le risque de sécession des ethnies transfrontalières périphériques à l'Iran, à l'image d'une *security belt*. Le second consiste à renforcer le chiisme dans la région comme le montrent l'interventionnisme active dans les crises/guerres en Syrie, au Liban (Hezbollah) et en Irak.

Un but stratégique peu compatible des enjeux nationaux et régionaux :

Les différentes stratégies précédentes mettent ainsi en évidence que⁵⁵ l'Iran cherche en général à éviter ou dissuader de tout risque de conflit conventionnel et qu'elle joue la carte d'une guerre hybride associant des actions de « soft power » qu'elle utilise en priorité, et de « hard power » comme en Syrie et en Irak. La stratégie de dissuasion de l'Iran repose sur des forces armées non conventionnelles, une marine sachant mettre en œuvre des actions de guérilla, et une protection antimissile en développement.

Sa politique sécuritaire ne devrait pas évoluer significativement dans la mesure où ses objectifs stratégiques restent les mêmes. Malgré tout, **cette approche stratégique est**

⁵⁴ Chiite de rite zaïdite qui représente environ un tiers de la population yéménite.

⁵⁵ EISENSTADT Michael, *op. cit.*.

régulièrement mise en difficulté par la rigidité de la politique de résistance du régime iranien.

En effet, cette stratégie repose avant tout sur des buts recherchés d'ordre politico-religieux, alors que **dans toute élaboration stratégique, il est nécessaire de rechercher un état final quantifiable et d'éviter des buts moraux ou politiques**. Par exemples, jusqu'où l'Iran entend-elle étendre sa « *sphère d'influence protectrice* » ? La limite-t-elle au seul arc syro-irakien, en corrélation avec le Hezbollah (libanais) et le soutien récurrent apporté au Hamas sunnite palestinien face aux Israéliens, ou bien cherche-t-elle à l'élargir jusqu'au Yémen (où l'interventionnisme de l'Iran n'est pas formellement démontré) ?

Par ailleurs, l'objectif politique de préservation du régime islamique ne risque-t-il pas d'empêcher l'instauration de réformes ? Ne risque-t-il pas également d'attiser le clivage entre sunnisme et chiisme ?

Il pourrait être difficile d'évaluer l'atteinte de ce but stratégique non quantifiable par le pouvoir iranien. Il peut surtout s'avérer incompatible des enjeux sécuritaires du Moyen-Orient.

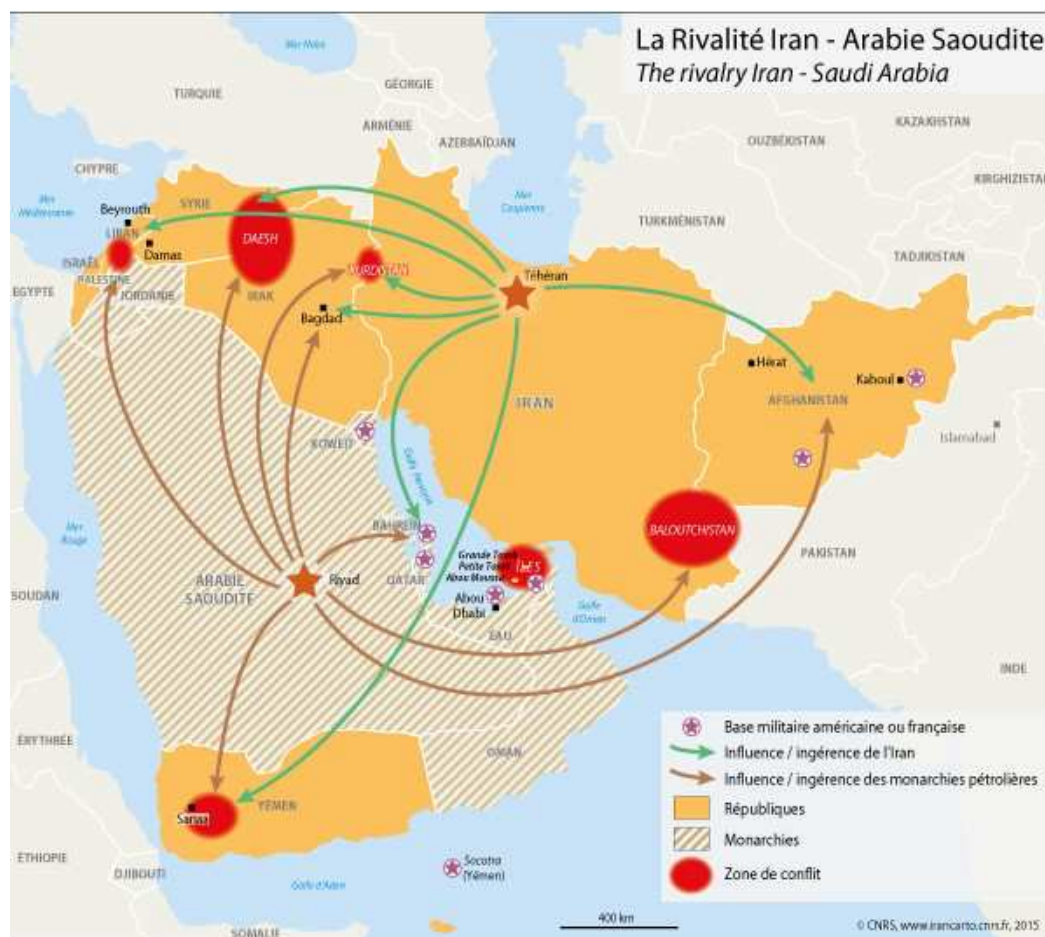
3.2. Une situation de guerre froide confessionnelle

La politique d'influence de l'Iran à l'égard des populations chiites de la région a permis de créer des liens étroits avec le régime alaouite syrien. L'Iran a également élargi son rôle en Afghanistan, en Irak et au Liban.

Toutefois, cette politique pan-chiite, même si elle est loin de la stratégie du croissant chiite souvent mise en avant par les détracteurs de l'Iran, inquiète les États arabes, notamment l'Arabie Saoudite.

L'Arabie Saoudite et l'Iran se livrent ainsi une guerre froide de type confessionnelle sur les différentes zones de conflits régionaux⁵⁶.

⁵⁶ Sauf pour le cas du Yémen où l'ingérence de l'Iran n'est pas formellement démontrée – cf. § 3.1.



Source de la carte: www.irancarto.cnrs.fr

D'un côté, l'Iran s'appuie sur un soutien des chiites mais également sur le soutien, en fonction de ses intérêts, d'organisations laïques, sunnites ou kurdes voire de factions islamistes au début de la guerre en Irak. Ainsi, même si l'Occident considère que l'idéologie et la confession chiite constituent une part importante de la politique étrangère iranienne, il n'en demeure pas moins que l'Iran est avant tout pragmatique, appliquant habilement l'adage qui veut qu'un pays n'ait pas d'ami mais avant tout des intérêts.

De l'autre côté, l'Arabie Saoudite s'appuie d'abord sur le soutien des États-Unis, mais aussi sur le Conseil de Coopération du Golfe (CCG), qui regroupe tous les États de la péninsule arabique à l'exception du Yémen. Fondé en 1981 avec l'appui diplomatique des États-Unis pour promouvoir un système de stabilité régionale suite à la révolution islamique iranienne associé au rival irakien alors puissant, les accords de sécurité signés entre les différents pays composants le CCG ont transformé la nature initialement économique en véritable organisation géopolitique de la région : en arrière-plan de l'objectif affiché de marché commun, des manœuvres militaires sont régulièrement organisées entre ces pays, jusqu'aux interventions armées au Bahreïn en 2011 et au Yémen depuis mars 2015. Cette politique de

défense collective est de nature à contenir les ambitions iraniennes et contribue à renforcer le rôle du CCG.

Un rapprochement entre Arabie Saoudite et Iran est par contre possible à travers le prisme économique et politico-diplomatique. Sur le plan politique, il a déjà commencé à travers le choix du président libanais agréé (tout du moins non contesté) par les deux parties : le président Michel Aoun élu en octobre 2016 a fait l'objet d'un soutien de la part du Hezbollah et d'un relatif « désinvestissement » de la part de l'Arabie Saoudite⁵⁷. Sur le plan économique, un accord doit être trouvé sur le pétrole et est de nature à favoriser un rapprochement⁵⁸.

3.3. Vers une multi-polarisation du Moyen-Orient ?

Depuis des décennies, la politique étrangère américaine est à l'origine de la bipolarisation du Moyen-Orient, entre d'une part ses alliés et partenaires historiques que sont Israël et l'Arabie Saoudite, d'autre part les « ennemis » des Américains avec l'Iran à leur « tête ».

Comme le souligne la *commission sénatoriale des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*, « la détente entre Washington et Téhéran inquiète les partenaires des États-Unis au Moyen-Orient, Israël et Arabie Saoudite en tête, qui craignent un changement des rapports de force dans la région »⁵⁹.

Mais si la conflictualité entre l'Arabie Saoudite et l'Iran a façonné tous les conflits de la région (cf. § 3.2), plusieurs événements majeurs survenus en 2016 sont de nature à remettre en cause cette bipolarisation et faire émerger d'autres acteurs comme la **Turquie** et l'**Irak**. Le revirement politique de la Turquie, puissance régionale « concurrente » et limitrophe de l'Iran avec qui elle partage plusieurs ethnies transfrontalières, depuis le coup d'état raté du 15 juillet 2016. Allié historique de l'OTAN, ce revirement a conduit cette dernière à procéder au retrait

⁵⁷ *Le Monde*, édition du 31 octobre 2016. Article « Liban : Michel Aoun élu à la présidence, une victoire par défaut du camp pro-iranien ». Article publié le 31 octobre 2016 à 20:20 sur http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2016/10/31/liban-michel-aoun-elu-a-la-presidence-une-victoire-du-camp-pro-iranien_5023399_3218.html, consulté le 20/12/2016.

⁵⁸ *Les Echos*, édition du 29 septembre 2016. Article « Pierre Terzian : "Quand il s'agit du pétrole, l'Arabie saoudite et l'Iran savent se mettre autour d'une table" ». Article publié le 30 septembre 2016 à 15:26 sur <http://www.lesechos.fr/idees-debats/cercle/0211342734337-pierre-terzian-quand-il-sagit-du-petrole-larabie-saoudite-et-liran-savent-se-mettre-autour-dune-table-2031283.php>, consulté le 20/12/2016.

⁵⁹ MM. CARRÈRE, del PICCHIA Robert, Mme DURRIEU Josette et M. GOURNAC Alain, sénateurs, *Rapport d'information fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées par le groupe de travail sur les Evolutions stratégiques des États-Unis : quelles conséquences pour la France et pour l'Europe ?*, Rapport d'information du Sénat n° 708 enregistré à la Présidence du Sénat le 9 juillet 2014, 207 p, p. 84...

de tout ou partie des missiles nucléaires américains participant à la dissuasion nucléaire et positionnés en Turquie⁶⁰. Par ailleurs, l'Irak et la Turquie sont des pays d'importance majeure « à l'échelle régionale par l'importance de leurs populations, leur développement social et économique, leurs ressources naturelles et leur passé politique »⁶¹.

Il convient également d'ajouter **Israël**, qui bénéficie encore du soutien américain, bien que des inconnues sur les évolutions de la politique étrangère américaine aient surgi en décembre 2016, notamment sur le soutien à Israël dans le cadre du processus de paix israélo-palestinien⁶².

⁶⁰ *Le Canard Enchaîné*, édition du 5 octobre 2016. Article « Des armes nucléaires US retirées en secret de Turquie ».

⁶¹ De PRÉMONVILLE Antoine-Louis, FLICHY de La NEUVILLE Thomas (dir.), *op. cit.* p. 19.

⁶² Cf. discours du secrétaire d'État américain John Kerry, prononcé à l'ONU le 23 décembre 2016, sur la question de la colonisation israélienne des territoires palestiniens.

4. Quels enjeux pour une émancipation et une modernisation de l'Iran ?

4.1. Le défi sécuritaire du Moyen-Orient

Depuis un à deux ans, on assiste à une réorientation des politiques étrangères des pays occidentaux sur leurs propres problèmes (notamment sécuritaire). Cette réorganisation des stratégies étatiques s'accompagne en particulier d'un processus croissant de dissociation visible lors des dernières élections dans plusieurs pays occidentaux en 2016 : percée de la droite populiste lors des élections présidentielles autrichiennes et régionales allemandes en septembre 2016, référendum britannique en juin 2016 qui a confirmé la volonté du Royaume Uni de quitter l'Union Européenne, élections présidentielles américaines en novembre 2016 avec la victoire de Donald Trump.

Cette réorientation est de nature à offrir aux puissances régionales que sont l'Arabie Saoudite et l'Iran un rôle de « puissances morales stabilisatrices » avec tous les risques que cela comprend (ingérence, exacerbation des clivages ethno-religieux...).

Pour l'Iran, cela suppose de multiples obligations et défis. Tout d'abord, l'Iran ne doit pas trahir les engagements pris dans l'accord de Vienne. Par ailleurs, l'Iran doit laisser la communauté internationale (tenter de) résoudre le conflit syrien et irakien car c'est une approche globale de *Nation Building* (associant sécurité, gouvernance et développement) qui doit accompagner ces pays en guerre. Enfin, l'Iran doit accepter que le Yémen reste dans la sphère d'influence de l'Arabie Saoudite.

La régionalisation, comme un moyen de compenser les lacunes sécuritaires des différents États du Moyen-Orient, constitue une hypothèse probable.

Mais les incertitudes sur lesquelles l'Iran n'a pas la main sont nombreuses. L'Arabie Saoudite doit accepter que les États-Unis et l'Europe renouent/renforcent leurs relations diplomatiques et commerciales avec l'Iran. Par ailleurs, l'attitude Turque suite au coup d'état manqué de juillet 2016, ainsi que la récurrente question Kurde doivent être clarifiées. Enfin, l'attitude du gouvernement américain est aujourd'hui difficile à prédire : Donald Trump est vu par l'Iran comme un « bazari », c'est-à-dire comme quelqu'un avec qui il est possible de négocier dès lors que cela va aussi dans le sens des intérêts américains. Or, si la politique étrangère américaine devrait aller vers plus de multilatéralisme, les anciens réflexes de l'hyperpuissance

peuvent resurgir et lors de sa campagne, Donald Trump avait publiquement critiqué l'accord sur le nucléaire iranien⁶³.

4.2. Une réforme de l'organisation politique de l'Iran est-elle possible ?

Une organisation politique complexe :

Le prosélytisme et le nucléaire militaire constituent deux obstacles à la réconciliation et au rapprochement entre Sunnites et Chiites. Le second peut aujourd'hui être considéré comme résolu. Le premier nécessite des réformes structurelles profondes des institutions politiques iraniennes. Or, comprendre les réseaux de pouvoir en Iran s'avère complexe et il s'agit d'un véritable défi pour l'Iran car à travers son organisation politique, les conservateurs ont la maîtrise du pouvoir judiciaire, ainsi que sur le Parlement et même le Président (cf. Annexe 2) : l'idéologie accorde un droit de véto à certaines institutions qui ne sont pas liées par un mandat électif. Ainsi, ces institutions non élues peuvent entraver les réformes soit au nom de la révolution, soit afin de préserver leurs prérogatives. Et en l'occurrence, le Guide de la Révolution, personnalité choisie par les religieux de l'Assemblée des Experts, reste la clé de voute du système politique iranien⁶⁴. Le Président iranien a en réalité le rôle de chef de l'exécutif.

Dans ces conditions, il est très difficile de revenir sur des décisions prises (ex : sur le programme nucléaire militaire où il aura fallu l'intervention de la communauté internationale), comme il est difficile de conduire les réformes nécessaires au développement de l'Iran et à son retour sur la scène internationale (hors la signature de l'accord nucléaire, l'élection d'Hassan Rohani en 2013 n'a pas réellement conduit à des changements majeurs en Iran).

⁶³ *The Wall Street Journal*, édition du 11 novembre 2016. Article « How might a Trump Presidency Impact the Iran Nuclear Deal? ». Article publié le 11 novembre 2016 à 05:30 sur <http://www.wsj.com/video/how-might-a-trump-presidency-impact-the-iran-nuclear-deal/F3A975F9-42BE-4E3F-B710-EA3BEAD6194F.html>, consulté le 11/11/2016. Extrait du discours de Donald Trump du 9 septembre 2015 à Washington D.C. : « *Never, Ever, Ever in my life have I seen any transaction so incompetently negotiated as our deal with Iran* »

⁶⁴ *La Constitution de la République Islamique d'Iran*, <http://www.imam-khomeini.com/web1/uploads/constitution.pdf>, consulté le 12/11/2016, article 110.

Quelle issue possible aux élections présidentielles iraniennes de 2017 ?

L'issue possible des élections présidentielles de 2017 reste encore incertaine à ce stade. À la date de fin 2016, Hassan Rohani ne s'est pas encore prononcé officiellement sur sa candidature mais le serait *a priori*⁶⁵. Le conservateur Mohammad Bagher Ghalibaf, actuellement maire de Téhéran et considéré comme probable candidat des conservateurs, se porte candidat mais il est actuellement pris dans des scandales financiers⁶⁶.

A la faveur d'une déclaration de candidature d'Hassan Rohani et de la percée des réformateurs et modérés déjà enregistrée lors des législatives de 2016, une réélection de ce dernier reste donc envisageable.

Pour autant, des incertitudes ont surgi récemment. D'une part Donald Trump s'est montré très critique envers l'accord nucléaire qui constitue le principal bilan de la présidence d'Hassan Rohani. D'autre part, les élections au Parlement iranien et à l'Assemblée des experts qui se sont tenues les 26 février et 29 avril 2016 ont vu la percée des réformateurs et des conservateurs modérés dont le Président Hassan Rohani fait partie. L'échec des ultraconservateurs confirme la volonté des électeurs d'ouvrir la société civile à la modernité. Toutefois, **à l'issue de ces élections, l'Ayatollah A. Janati, déjà chef du Conseil des Gardiens de la Constitution, conservateur radical, a été élu président de l'Assemblée des experts le 24 mai 2016.** On ne peut donc exclure une (volonté de) reprise en main par le Guide Suprême.

Des réformes attendues :

Si le désir de réformes économiques est fortement présent chez les jeunes populations, il est remarquable qu'en décembre 2015, A. Hachemi Rafsandjani (président du Conseil de discernement et membre de l'Assemblée des experts jusqu'à son décès le 8 janvier 2017) avait proposé de créer un conseil collégial à la place du seul Guide Suprême. Cela démontre la volonté de certains d'en finir avec le statut du Guide. Dans tous les cas, la succession du Guide (malade), reste posée.

⁶⁵ *The Tehran Times*, édition du 26 octobre 2016. Article « Rouhani sure to run for president in 2017: interior minister ». Article publié le 26 octobre 2016 sur <http://www.tehrantimes.com/news/407697/Rouhani-sure-to-run-for-president-in-2017-interior-minister>, consulté le 13 janvier 2017.

⁶⁶ KARAMI Arash, *Corruption scandal hits Tehran City Council*, Iran Pulse, <http://www.al-monitor.com/pulse/originals/2016/08/tehran-city-council-real-estate-ghalibaf-chamran.html>, consulté le 09/12/2016.

Par ailleurs, la candidature de l'ancien président conservateur M. Ahmadinejad a été refusée par le Conseil des Gardiens de la Révolution.

La seule ligne rouge du pouvoir ces 35 dernières années a été la pérennisation du régime. Tout peut donc être permis dès lors que cette ligne rouge n'est pas franchie.

Enfin, si l'accord de juillet 2015 a permis de traiter le dossier nucléaire, il reste encore plusieurs points à traiter et qui n'ont pas été abordés, par exemple la démocratisation ou les droits de l'homme (le nombre d'exécutions n'a d'ailleurs pas diminué durant la présidence d'Hassan Rohani et on estime à environ un millier le nombre de prisonniers politiques).

4.3. L'ouverture économique est-elle dissociable de l'« infiltration culturelle » ?

On a recommencé à parler de l'Iran en termes positifs, comme un eldorado économique, depuis l'élection d'Hassan Rohani. Ce dernier a notamment été élu sur un programme de redressement économique, et non sur les libertés.

Une majorité d'hommes politiques iraniens (réformateurs, conservateurs modérés mais également certains conservateurs) est consciente de l'inéluctable ouverture de l'Iran en matières économiques. Le gouvernement iranien est en effet conscient de l'échec (certes en grande partie due aux sanctions occidentales) de l'économie qui voit la prédominance du secteur public.

Mais la crainte principale des conservateurs, notamment du Guide Suprême, est que l'ouverture devienne incontrôlable et que la culture occidentale s'impose par le biais du développement économique mondialisé⁶⁷. Les Iraniens parlent d'infiltration (politique et) culturelle.

Les exportations pétrolières et gazières :

Compte tenu de l'insuffisance des investissements dans les capacités de production, alors que dans le même temps la demande nationale a considérablement augmenté, il faudra attendre encore de nombreuses années avant de voir de réels effets de la levée progressive des sanctions sur la capacité d'exportation de la production pétrolière et gazière.

⁶⁷ *The New York Times*, édition du 25 octobre 2016. Article « For Iran, Exerting Force While Making Nice Is Part of the Plan ». Article publié le 25 octobre 2016 sur http://www.nytimes.com/2016/10/26/world/middleeast/iran-nuclear-deal-ali-khamenei.html?_r=0, consulté le 09/12/2016 : "In Mr. Khamenei's view, we should be like China," said Hamidreza Taraghi, an analyst with close ties to the hard-liners. "Have economic relations with the West, but without their political influence and neo-colonization."

Mais la raison de l'insuffisance des investissements étrangers est à rechercher dans la Constitution qui interdit des accords associés à des partages des ressources (entre l'État iranien et les compagnies privées).

Les Pasdarans (Gardiens de la Révolution) :

D'abord une composante militaire de l'armée, les Pasdarans ont raflé la majeure partie des marchés de reconstruction après la guerre contre l'Irak via la compagnie de génie civile *Khatam-al Nanbyia* que contrôle le corps des GRI. C'est à cette époque que les Pasdarans deviennent une puissance économique, en plus de récupérer les domaines stratégiques comme les missiles et le nucléaire.

Les Pasdarans ont ensuite investi le pouvoir politique en entrant au Parlement, puis intégré depuis peu la sphère culturelle (ex : clubs de football dirigés par les Pasdarans).

S'ils sont difficiles à cibler (nombreuses branches : politique, militaire, économique...), l'ouverture économique peut « calmer leurs ardeurs ».

Les Gardiens de la Révolution Islamiques sont enfin bien perçus par les iraniens car ils sont vus comme un rempart aux islamistes de Daesh en Syrie ou en Irak. L'implication de l'Iran sur ces deux théâtres est très forte, notamment en Syrie où environ un millier de soldats iraniens sont morts⁶⁸.

Il est donc nécessaire de trouver une solution rapide dans ces deux pays si les occidentaux ne veulent pas voir l'image du GRI (qui tient également une part importante de l'économie iranienne) renforcée.

Une plus grande intégration de l'Iran sur la scène internationale et dans l'économie mondiale pourrait permettre de faire face à ces contradictions et les faire évoluer favorablement.

Mais la difficulté majeure réside dans la ligne rouge du pouvoir iranien de ne pas remettre en cause le régime islamique iranien.

Enfin, l'amélioration des relations économiques entre les États-Unis et l'Iran constitue un préalable indispensable à l'ouverture plus large de celles-ci. Les Pasdarans restent considérés

⁶⁸ *Le Figaro*, édition du 22 novembre 2016. Article « Syrie : un millier de combattants iraniens tués ». Article publié le 22 novembre 2016 sur <http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2016/11/22/97001-20161122FILWWW00216-syrie-un-millier-de-combattants-iraniens-tues.php>, consulté le 12/12/2016.

par les États-Unis comme une entité terroriste, ce qui leur interdit tout commerce avec les sociétés américaines. Par ailleurs, l'amende record de 8,9 milliards de dollars la banque *BNP-Paribas*, accusée par la justice américaine d'avoir violé l'embargo imposé par les États-Unis, a constitué un véritable traumatisme pour les investisseurs étrangers et reste en effet un frein pour les compagnies européennes et françaises.

Le gouvernement iranien a affiché sa volonté de renouer avec les banques étrangères en souhaitant rejoindre le Groupe d'Action Financière (GAFI) pour lutter contre le blanchissement d'argent⁶⁹.

Dernièrement, plusieurs sociétés françaises seraient par exemple en train de s'implanter en Iran. En septembre 2016, le groupe de télécommunications français *Orange* était en discussion pour rentrer au capital de l'opérateur iranien *MCI*, une société sous le contrôle des GRI⁷⁰. En 2016, les constructeurs automobiles français *Renault* et *PSA* ont également signé des accords avec les partenaires locaux (*IDRO*, *Iran Khodro*) pour établir des unités de production de véhicules⁷¹. L'annonce de la sortie d'usine des premiers véhicules au second semestre 2017 peut constituer un effet de communication intéressant dans la campagne électorale présidentielle.

Pourtant, l'ouverture économique s'accompagne d'une ouverture culturelle, et donc d'une révision de la pensée révolutionnaire. Il s'agit de la « révolution invisible » décrite par Thierry Coville⁷².

Le gouvernement iranien a pris conscience de ce risque et met en garde régulièrement, depuis l'accord sur le nucléaire iranien, contre « l'infiltration politique et culturelle » qu'entraîne le développement économique. La lutte contre ce processus de modernisation inéluctable provoque des réactions sporadiques du gouvernement iranien⁷³ mais ne peut l'empêcher.

⁶⁹ *Public Statement - 21 October 2016*, Groupe d'Action financière, <http://www.fatf-gafi.org/publications/high-riskandnon-cooperativejurisdictions/documents/public-statement-october-2016.html>, consulté le 09/12/2016.

⁷⁰ *Les Echos*, édition du 1er septembre 2016. Article « Orange prêt à mettre un pied dans les télécoms en Iran ». Article publié le 1er septembre 2016 à 18:24 sur http://www.lesechos.fr/01/09/2016/lesechos.fr/0211249780857_orange-pret-a-mettre-un-pied-dans-les-telecoms-en-iran.htm, consulté le 12/12/2016.

⁷¹ *Le Monde*, édition du 30 septembre 2016. Article « Accord entre *Renault* et l'Iran pour une nouvelle coentreprise ». Article publié le 30 septembre 2016 à 15:25 sur http://www.lemonde.fr/economie/article/2016/09/30/accord-entre-renault-et-l-iran-pour-une-nouvelle-coentreprise_5006273_3234.html, consulté le 12/12/2016.

⁷² Thierry Coville, *Iran, la révolution invisible*, éd. La Découverte, 2005.

⁷³ Par exemples :

- programme « Araignée II » contre les comptes Instagram « anti-islamiques » en 2016 ;

Il faudra par contre « du temps pour passer d'une logique de résistance à celle de l'ouverture »⁷⁴.

4.4. La nécessaire évolution des perceptions mutuelles entre l'Iran et l'Occident

« Beaucoup plus que le nucléaire, c'est la créativité iranienne qui fait peur »⁷⁵.

Il est nécessaire d'éclairer la vision occidentale de l'Iran car la vision sécuritaire de l'Iran, qui se décline dans ses différentes stratégies militaro-politiques ne changeront probablement pas. L'Occident voit d'abord la volonté de l'Iran de combattre l'Occident. En réalité, l'Iran, à travers sa politique étrangère iranienne dont les trois axes sont l'indépendance, la préservation du régime et la constitution d'une zone d'influence protectrice (cf. § 3.1), combat l'hégémonie au Moyen-Orient des États-Unis et de ses alliés régionaux que sont l'Arabie Saoudite et Israël.

Par ailleurs, pour combattre certaines idées anti-démocratiques ou pour les intérêts sécuritaires de la Région du Moyen-Orient, les Occidentaux doivent comprendre les raisons de la stratégie iranienne. Or, les politiques occidentaux traitent d'abord les conséquences du temps court (par exemples : le dossier nucléaire iranien ou la lutte contre Daesh) plutôt que de raisonner en stratèges pour traiter les causes du temps long (et dont le dossier nucléaire iranien et la lutte contre Daesh ne doivent constituer que des éléments circonstanciels).

C'est surtout sous l'angle politico-religieux que l'incompréhension domine en Occident : l'Iran n'est pas une théocratie mais un pays dont le sentiment national se confond avec la religion. Par contre, sa référence systématique au chiisme le marginalise. Pour l'occident, il est en effet difficile de faire la distinction entre un pouvoir religieux et un pouvoir entre les mains d'une structure religieuse : ce n'est pas la religion qui a pris le pouvoir en 1979 mais le clergé chiite en tant que structure religieuse⁷⁶.

-
- arrestation de plusieurs artistes et cinéastes fin 2015 ;
 - arrestation de plusieurs personnes ayant la double nationalité en 2016.

⁷⁴ HOURCADE Bernard, *Géopolitique de l'Iran. Les défis d'une renaissance*, Ed. Armand Colin, 2016, 335 p., p. 10.

⁷⁵ De PRÉMONVILLE Antoine-Louis, FLICHY de La NEUVILLE Thomas (dir.), *op. cit.*, p. 13.

⁷⁶ HOURCADE Bernard, *Géopolitique de l'Iran. Les défis d'une renaissance*, Ed. Armand Colin, 2016, 335 p.

5. Conclusion

L'avenir de l'Iran est difficile à prédire, tant les défis à relever sont nombreux.

Ce sont d'abord les défis sécuritaires régionaux en Syrie, au Yémen ou encore en Irak. Les attentes occidentales sur le rôle que doit jouer l'Iran sur la détente régionale sont fortes. Le Président François Hollande, lors de son discours aux ambassadeurs le 30 août 2016, en a fait le vœu : « *La France souhaite que l'Iran, ce grand pays, réintègre pleinement la communauté internationale. Mais si l'Iran veut y parvenir, il doit contribuer à l'apaisement de la situation dans la Région* ». La guerre froide confessionnelle que se livrent l'Arabie Saoudite et l'Iran par « pays interposés » constitue un premier défi à relever. Mais l'Occident doit également reformuler ses attentes et adapter ses relations vis-à-vis des deux principales puissances régionales que sont l'Arabie Saoudite et l'Iran. Le premier doit accepter que l'Occident renoue et renforce ses relations diplomatiques et commerciales avec l'Iran ; à l'inverse, l'Occident ne doit pas oublier le fait que l'Arabie Saoudite peut manquer de fiabilité et n'a pas été en mesure de contrôler certains de ses « alliés » comme al-Qaïda. À ce titre, le maintien du soutien de l'Occident à l'Arabie Saoudite s'avère indispensable. Le second ne doit pas trahir l'accord du 14 juillet 2015 et doit accepter de prendre une certaine distance avec son partenaire encombrant qu'est le Hezbollah. À l'inverse, l'Occident doit savoir analyser les motifs stratégiques iraniens de façon plus éclairée et sans biais cognitif afin d'éviter les interprétations erronées.

Ce sont ensuite la pérennité de l'organisation politique iranienne et la succession du Guide Suprême. Jusqu'où l'Iran est-il prêt à aller en matière de réforme ? Le Président Rohani n'a pas réellement mené de politique réformatrice, à l'exception de son action politique sur le dossier nucléaire qui constituait en fait le principal mandat pour lequel le « Mollah diplomate » avait été élu en 2013. Les dernières élections législatives début 2016 ont confirmé le souhait des Iraniens à plus d'ouverture. Il reste à savoir si les élections présidentielles en Iran en 2017 confirmeront le maintien d'un président modéré voire réformateur. Mais cette tendance ne verra une réelle évolution qu'à la faveur d'une réforme de l'appareil politique iranien, en particulier dans les institutions non-élues qui sont actuellement les seules à véritablement disposer du pouvoir politique et qui restent sous le contrôle du Guide Suprême. Si la volonté occidentale est au final une démocratisation de l'Iran, une politique réformatrice des « petits pas » semble être le meilleur gage de stabilité et d'acceptabilité par les différentes parties.

C'est enfin l'ouverture de l'économie iranienne. L'économie du pays, très étatisée et dépendante du pétrole, ne pourra se développer qu'en s'ouvrant au marché mondial. Cette ouverture s'accompagnera inévitablement d'une infiltration culturelle occidentale. En réalité, l'infiltration a déjà commencé au sein de la jeunesse iranienne dont la majorité est largement rompue aux technologies internet et dispose par ce biais d'un large accès aux cultures occidentales. Par ailleurs, si la volonté du gouvernement actuel est de libéraliser l'économie iranienne, deux difficultés supplémentaires doivent être relevées : d'abord le risque, du moins la crainte, que les privatisations aggravent le chômage ; mais également l'opposition du secteur parapublic (fondations et pasdarans).

La « question iranienne » a été au cœur de l'actualité en 2015. Après une parenthèse de 18 mois qui a vu la mise en application de l'accord de Vienne, l'année 2017 sera accompagnée de nombreuses incertitudes sur le plan politique. La politique étrangère de Donald Trump, récemment élu Président des États-Unis, sera-t-elle celle de la continuité de son prédécesseur ? Les élections présidentielles en Iran verront-elles le maintien d'un conservateur modéré, voire l'élection d'un réformateur ? Même si le véritable pouvoir reste entre les mains du Guide Suprême, le résultat de ces élections constitue une vitrine des aspirations du Peuple iranien. Enfin, les élections présidentielles de mai 2017 en France remettront-elles en cause les actions diplomatiques engagées ainsi que la reprise encore très timide de la coopération avec l'Iran ?

Annexe 1. Bibliographie

Référence bibliographique

- [1] CHALIAND Gérard – JAN Michel, *Vers un nouvel ordre du monde*, Editions du Seuil, octobre 2014, 341 p.
- [2] HOURCADE Bernard, *L'Iran au XX^e siècle. Entre nationalisme, islam et mondialisation*, Fayard, Paris, 2007.
- [3] HOURCADE Bernard, *Géopolitique de l'Iran. Les défis d'une renaissance*, Ed. Armand Colin, 2016, 335 p.
- [4] CHALIAND Gérard – RAGEAU Jean-Pierre, *Géopolitique des empires*, collection Champs essais Flammarion, septembre 2015, 256 p.
- [5] MM. LEGENDRE Jacques, REINER Daniel, Mme DEMESSINE et M. GUERRIAU Joël, sénateurs, *Rapport d'information fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées par le groupe de travail sur « l'Iran : le renouveau d'une puissance régionale ? »*, Rapport d'information du Sénat n°22 enregistré à la Présidence du Sénat le 7 octobre 2015, 114 p.
- [6] De PRÉMONVILLE Antoine-Louis, FLICHY de La NEUVILLE Thomas (dir.), *Géopolitique de l'Iran. De l'empire confiné au retour de la puissance*, PUF, juin 2016, 173 p.
- [7] RAZOUX Pierre, *La guerre Iran-Irak, Première guerre du Golfe (1980-1988)*, Paris, Perrin, 2013, 616 p.
- [8] MM. CARRÈRE, del PICCHIA Robert, Mme DURRIEU Josette et M. GOURNAC Alain, sénateurs, *Rapport d'information fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées par le groupe de travail sur les Evolutions stratégiques des États-Unis : quelles conséquences pour la France et pour l'Europe ?*, Rapport d'information du Sénat n° 708 enregistré à la Présidence du Sénat le 9 juillet 2014, 207 p.
- [9] VALLAUD et BARON, *l'Atlas géostratégique du Proche et du Moyen-Orient*, Paris, Perrin, mai 2010, 175 p.

- [10] VOISIN Jean-Claude, *L'Iran si loin, si proche : De la fascination à la méfiance*, Langres, Riveneuve éditions, 2nd Edition 2015, 133 p.
- [11] ZAJEC Olivier, *Introduction à la géopolitique : histoire, outils, méthodes*, éditions du ROCHER, s.l., 2016, 249 p.
- [12] STEWART Dona J., *The Middle East Today: Political, Geographical and Cultural Perspectives*, Routledge, USA, 2013, 280 p.
- [13] The International Institute for Strategic Studies (IISS), *Nuclear programmes in the Middle East: In the shadow of Iran*, Marck Fitzpatrick (Editor), Londres, 2008, 172 p.
- [14] MURRAY Donette, *US Foreign Policy and Iran: American-Iranian relations since the Islamic revolution*, Routledge, Londres, 2010, 247 p.
- [15] REARDON Robert J., *Containing Iran: Strategies for addressing the Iranian Nuclear Challenge*, published by RAND Corporation, 2012, 180 p.
- [16] EISENSTADT Michael, *The Strategic Culture of the Islamic Republic of Iran: Religion, Expediency, and Soft Power in an Era of Disruptive Change*, MES Monographs No 7, Middle East Studies at the Marine Corps University, Novembre 2015, 52 p.
- [17] JONES Bruce, STEVEN David, *The Risk Pivot: Great Powers, International Security, and the energy Revolution*, Brookings Institution Press, Washington D.C., 2015, 206 p.

Articles scientifiques

- [18] EUDELIN Hugues (Capitaine de vaisseau), *Le détroit d'Ormuz menacé par l'Iran*, La revue maritime n°493, mai 2012, 117 p., p.90 - 99
- [19] RICHARD Thibault, *La stratégie navale asymétrique iranienne ou la Jeune Ecole iranienne*, Centre d'Etudes Supérieures de la Marine (CESM), 26 p.
- [20] KATZMAN Kenneth, NERURKAR Neelesh, O'ROURKE Ronald *et al.*, *Iran's Threat to the Strait of Hormuz*, Congressional Research Service n°R42335, January 23, 2012, 23 p.
- [21] BAZOUBANDI Sara, « Sanctions against Iran: winners and losers » in ISS Report n°25 *On target? EU sanctions as security policy tools*, September 2015, 91 p. p.57-65

- [22] VAN BERGEIJK Peter A.G., « Sanctions against Iran – A preliminary economic assessment » in ISS Report n°25 *On target? EU sanctions as security policy tools*, September 2015, 91 p. p.49-56
- [23] BIERSTEKER Thomas, VAN BERGEIJK Peter A.G., « How and when do sanctions work? The evidence » in ISS Report n°25 *On target? EU sanctions as security policy tools*, September 2015, 91 p. p.17-28
- [24] International Monetary Fund, *Islamic Republic of Iran: 2014 Article IV Consultation – Staff Report; Press Release; And Statement by the Executive Director for the Islamic Republic of Iran*, IMF Country Report No. 14/93, April 2014, 70 p.
- [25] International Monetary Fund, *Islamic Republic of Iran: 2015 Article IV Consultation – Staff Report; Press Release; And Statement by the Executive Director for the Islamic Republic of Iran*, IMF Country Report No. 15/349, December 2015, 67 p.
- [26] HARMER Christopher, *Middle East Security Report 12: Iran Naval and Maritime Strategy*, Institute for the Study of War (ISW), Washington DC, June 2013, 36 p.

Articles de presse contemporaine

- [27] Quotidien québécois *La Presse*, article « Iran : déploiement d'un système russe pour protéger un site nucléaire ». Article publié le 28 août 2016 à 17:46 sur <http://www.lapresse.ca/international/moyen-orient/201608/28/01-5014876-iran-deploiement-dun-systeme-russe-pour-protoger-un-site-nucleaire.php>, consulté le 06/10/2016
- [28] *France Info*, article « Iran : le dossier nucléaire continue de faire des remous ». Article publié le 30 août 2016 à 09:29 sur <http://geopolis.francetvinfo.fr/iran-le-dossier-nucleaire-continue-de-faire-des-remous-116631>, consulté le 06/10/2016
- [29] *Le Monde*, édition du 1^{er} octobre 2016, « Téhéran fait ce qui a été promis », selon le chef de l'Agence internationale de l'énergie atomique, mis en ligne le 1^{er} octobre 2016, http://www.lemonde.fr/international/article/2016/09/30/teheran-fait-ce-qui-a-ete-promis-selon-le-chef-de-l-agence-de-l-energie-atomique_5006240_3210.html?xtmc=iran&xtr=4, consulté le 02/10/2016
- [30] *L'Express*, édition du 10 septembre 2016. Article « Iran : début de la construction de deux nouveaux réacteurs nucléaires ». Article publié le 10 septembre 2016 à

- 13:43 sur http://www.lexpress.fr/actualites/1/monde/iran-debut-de-la-construction-de-deux-nouveaux-reacteurs-nucleaires_1829208.html, consulté le 25/10/2016
- [31] *The Wall Street Journal*, édition du 11 novembre 2016. Article « How might a Trump Presidency Impact the Iran Nuclear Deal? ». Article publié le 11 novembre 2016 à 05:30 sur <http://www.wsj.com/video/how-might-a-trump-presidency-impact-the-iran-nuclear-deal/F3A975F9-42BE-4E3F-B710-EA3BEAD6194F.html>, consulté le 11/11/2016.
- [32] *20 minutes*, édition du 27 septembre 2016. Article « Iran: Mahmoud Ahmadinejad ne sera pas candidat à la présidentielle de 2017 ». Article publié le 27 septembre à 18:36 sur <http://www.20minutes.fr/monde/1932103-20160927-iran-mahmoud-ahmadinejad-candidat-presidentielle-2017>, consulté le 09/12/2016.
- [33] *The New York Times*, édition du 25 octobre 2016. Article « For Iran, Exerting Force While Making Nice Is Part of the Plan ». Article publié le 25 octobre 2016 sur http://www.nytimes.com/2016/10/26/world/middleeast/iran-nuclear-deal-ali-khamenei.html?_r=0, consulté le 09/12/2016.
- [34] *Le Figaro*, édition du 22 novembre 2016. Article « Syrie : un millier de combattants iraniens tués ». Article publié le 22 novembre 2016 sur <http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2016/11/22/97001-20161122FILWWW00216-syrie-un-millier-de-combattants-iraniens-tues.php>, consulté le 12/12/2016
- [35] *Les Echos*, édition du 1^{er} septembre 2016. Article « Orange prêt à mettre un pied dans les télécoms en Iran ». Article publié le 1^{er} septembre 2016 à 18:24 sur http://www.lesechos.fr/01/09/2016/lesechos.fr/0211249780857_orange-pret-a-mettre-un-pied-dans-les-telecoms-en-iran.htm, consulté le 12/12/2016
- [36] *Le Monde*, édition du 30 septembre 2016. Article « Accord entre Renault et l'Iran pour une nouvelle coentreprise ». Article publié le 30 septembre 2016 à 15:25 sur http://www.lemonde.fr/economie/article/2016/09/30/accord-entre-renault-et-l-iran-pour-une-nouvelle-coentreprise_5006273_3234.html, consulté le 12/12/2016
- [37] *Le Monde*, édition du 31 octobre 2016. Article « Liban : Michel Aoun élu à la présidence, une victoire par défaut du camp pro-iranien ». Article publié le 31 octobre 2016 à 20:20 sur http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2016/10/31/liban-michel-aoun-elu-a-la-presidence-une-victoire-du-camp-pro-iranien_5023399_3218.html, consulté le 20/12/2016
- [38] *Les Echos*, édition du 29 septembre 2016. Article « Pierre Terzian : "Quand il s'agit du pétrole, l'Arabie saoudite et l'Iran savent se mettre autour d'une table" ». Article

publié le 30 septembre 2016 à 15:26 sur <http://www.lesechos.fr/idees-debats/cercle/0211342734337-pierre-terzian-quand-il-sagit-du-petrole-larabie-saoudite-et-liran-savent-se-mettre-autour-dune-table-2031283.php>, consulté le 20/12/2016

- [39] *France 24*, édition du 23 janvier 2016. Article « L'Iran et la Chine nouent un "partenariat stratégique" ». Article publié le 24 janvier 2016 sur <http://www.france24.com/fr/20160123-iran-chine-nouent-partenariat-strategique-xi-jinping-visite-rohani>, consulté le 28/12/2016
- [40] *France 24*, édition du 16 juin 2014. Article « Irak : "L'Iran peut coopérer avec les États-Unis s'il en va de son intérêt" ». Article publié le 17 juin 2016 sur <http://www.france24.com/fr/20140615-irak-iran-usa-eiil-cooperation-rohani-djihadisme-mossoul>, consulté le 24/10/2016
- [41] *Le Monde*, édition du 18 juin 2014. Article « Les preuves de la présence militaire de l'Iran en Irak ». Article publié le 18 juin 2014 à 11:27 sur http://lemonde.fr/international/article/2014/06/18/les-preuves-de-la-presence-militaire-de-l-iran-en-irak_4440389_3210.html, consulté le 24/10/2016
- [42] *Le Canard Enchaîné*, édition du 5 octobre 2016. Article « Des armes nucléaires US retirées en secret de Turquie ».
- [43] *The Tehran Times*, édition du 26 octobre 2016. Article « Rouhani sure to run for president in 2017: interior minister ». Article publié le 26 octobre 2016 sur <http://www.tehrantimes.com/news/407697/Rouhani-sure-to-run-for-president-in-2017-interior-minister>, consulté le 13 janvier 2017

Congrès

- [44] Conférence des 30-31 mars 2009, Ottawa, *L'Iran : les multiples avenir d'une puissance régionale, Points saillants de la conférence*, Canada, Service canadien du renseignement de sécurité, juin 2009, 46 p.
- [45] Observatoire de la Turquie et de son environnement géopolitique (11^e séminaire organisé le 27 novembre 2014 à Paris), *Turbulences politiques régionales : la Turquie prise au piège ?*, Paris, Institut de Relations Internationales et Stratégiques, 2014, 17 p.

- [46] Colloque du 29 novembre 2016 à l'Ecole militaire, *Où va l'Iran ?*, Institut de Recherche Stratégique de l'Ecole Militaire⁷⁷

Internet

- [47] HOURCADE Bernard, BUJON de l'ESTANG François, BOURLANGES Jean-Louis, PADIS Marc-Olivier, MEYER Philippe, *Les défis de l'Iran*, émission « L'esprit public » radiodiffusée sur France Culture le 31 juillet 2016, <http://www.franceculture.fr/emissions/l-esprit-public/les-defis-de-l-iran-avec-bernard-hourcade?xtmc=Iran&xtnp=1&xtr=1> consulté le 20/09/2016.
- [48] FILIU Jean-Pierre, BUJON de l'ESTANG François, BOURLANGES Jean-Louis, PECH Thierry, MEYER Philippe, *Les enjeux du monde arabe*, émission « L'esprit public » radiodiffusée sur France Culture le 10 juillet, <http://www.franceculture.fr/emissions/l-esprit-public/les-enjeux-du-monde-arabe?xtmc=enjeux du monde arabe&xtnp=1&xtr=1> consulté le 20/09/2016
- [49] Président Barack OBAMA, *Discours du nouvel an iranien 1388/2009*, vidéo « Obama s'adresse directement au régime iranien (VOSTF) mis en ligne le 20 mars 2009 sur <https://www.youtube.com/watch?v=CTUMVAsq7a0>, consulté le 24/09/2016
- [50] Accord sur le nucléaire iranien entre le groupe E3/EU+3 et l'Iran, signé le 14/07/2015 à Vienne, http://collections.internetmemory.org/haeu/content/20160313172652/http://eeas.europa.eu/statements-eeas/2015/150714_01_en.htm, consulté le 27/09/2016
- [51] Mise en œuvre de la levée des sanctions sur l'Iran sur <https://www.tresor.economie.gouv.fr/File/418008>, consulté le 27/09/2016
- [52] RIAUX Gilles, *Iran. La question ethnique : un enjeu négligé*, La Revue géopolitique diplomweb.com, mis en ligne le 22 décembre 2013, <http://www.diploweb.com/Iran-La-question-ethnique-un-enjeu.html>, consulté le 08/09/2016
- [53] PAHLAVI Pierre, *Iran – Occident : quels obstacles géopolitiques ?*, La Revue géopolitique diplomweb.com, mis en ligne le 6 février 2015,

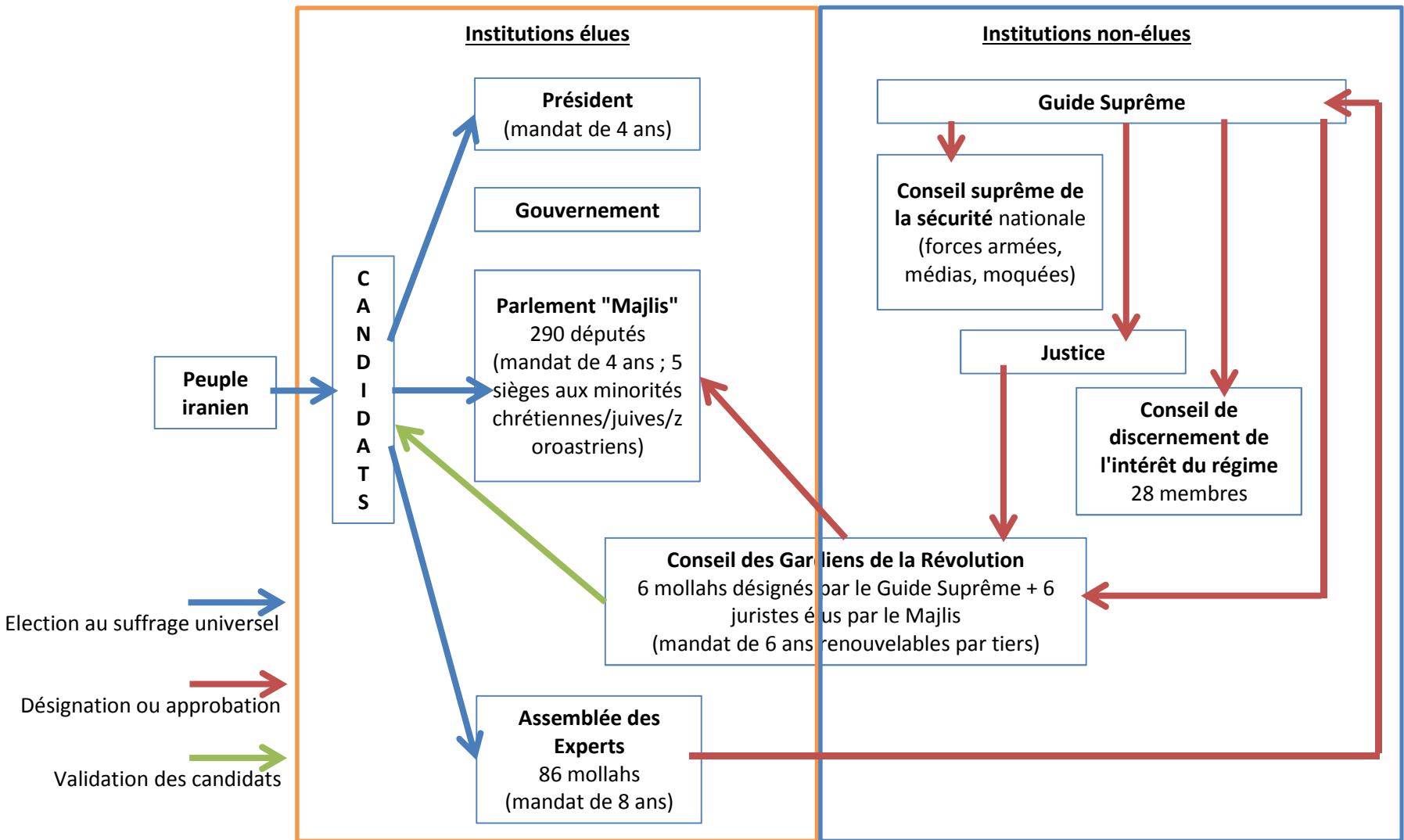
⁷⁷ Colloque organisé sous la règle de Chatham House.

- <http://www.diploweb.com/Iran-Occident-quels-obstacles.html>, consulté le 08/09/2016
- [54] RASTBEEN Ali, *Inde-Iran pour quelle coopération stratégique ?*, Académie de Géopolitique de Paris, mis en ligne le 25 mars 2016, <http://academiedegeopolitiqueparis.com/inde-iran-pour-quelle-cooperation-strategique/>, consulté le 28/12/2016
- [55] *La Constitution de la République Islamique d'Iran*, <http://www.imam-khomeini.com/web1/uploads/constitution.pdf>, consulté le 12/11/2016
- [56] *Public Statement - 21 October 2016*, Groupe d'Action financière, <http://www.fatf-gafi.org/publications/high-riskandnon-cooperativejurisdictions/documents/public-statement-october-2016.html>, consulté le 09/12/2016
- [57] KARAMI Arash, *Corruption scandal hits Tehran City Council*, Iran Pulse, <http://www.al-monitor.com/pulse/originals/2016/08/tehran-city-council-real-estate-ghalibaf-chamran.html>, consulté le 09/12/2016

Témoins

- [58] SFEIR Antoine, journaliste et politologue libano-français. Entretien oral libre le 4 janvier 2017 à Paris organisé dans le cadre du comité Périclès de l'Ecole de Guerre

Annexe 2. Organisation de l'institution politique iranienne



Annexe 3. Glossaire

AIEA	Agence Internationale de l'Energie Atomique
BRICS	Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud
CCG	Conseil de Coopération du Golfe (regroupant l'Arabie Saoudite, le Bahreïn, les Emirats Arabes Unis, le Qatar, le Koweït et le Sultanat d'Oman).
CDEM	Centre de Documentation de l'Ecole Militaire
CESM	Centre d'Etudes Supérieures de la Marine
EAU	Emirats Arabes Unis
FMI	Fond Monétaire International
GAFI	Groupe d'Action Financière
GRI	Gardiens de la Révolution Islamique
IDRO	Industrial Development & Renovation Organization of Iran
IRSEM	Institut de Recherche Stratégique de l'Ecole Militaire
MCI	Mobile telecommunication Organization of Iran
OCS	Organisation de Coopération de Shanghai
ONU	Organisation des Nations Unies
OPEP	Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole
OTAN	Organisation du Traité de l'Atlantique Nord
PIB	Produit Intérieur Brut
PSA	Peugeot Société Anonyme
SWIFT	Society for Worldwide Interbank Financial Telecommunication
UE	Union Européenne
URSS	Union des Républiques Socialistes Soviétiques